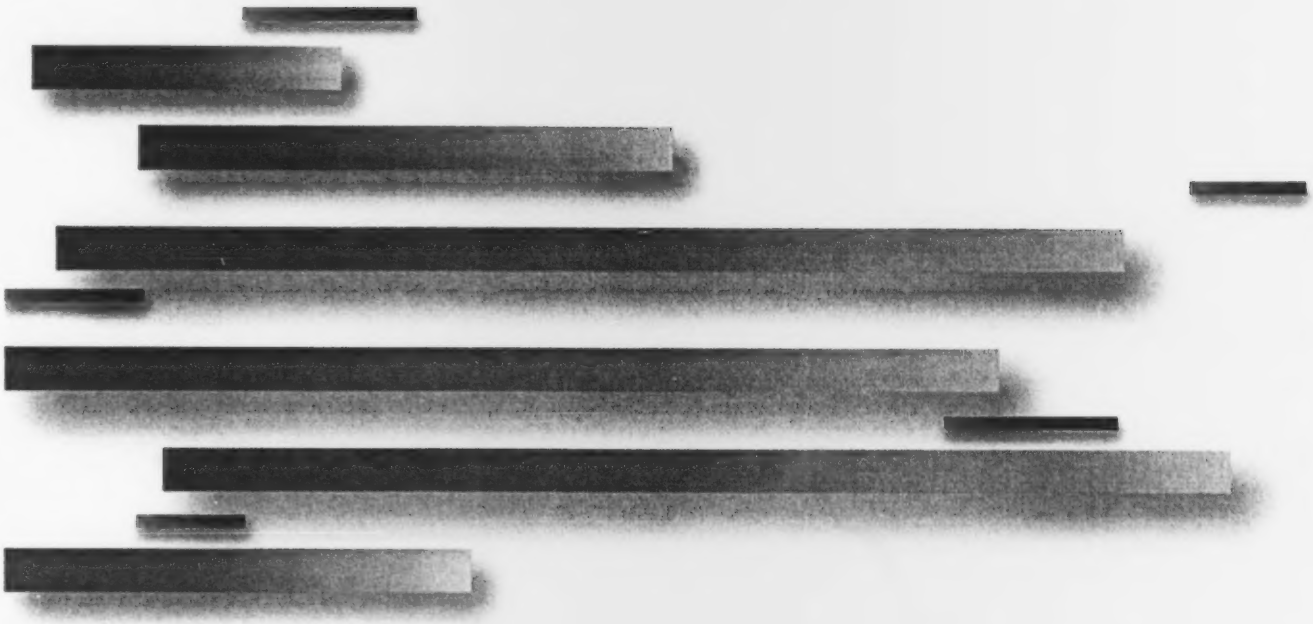
Information sur le marché du travail imt

Bulletin régional sur le marché du travail BAS-SAINT-LAURENT

4e trimestre et bilan 2006

volume 27, numéro 4



Emploi Québec

Publication réalisée par la
Direction de la planification et du partenariat

Direction
Pierre Robitaille

Rédaction
Louis-Mari Rouleau, économiste

Conception et développement
Omar Choucair, analyste en informatique
Lamara Yadel, technicien en informatique
Riadh Ounissi, technicien en informatique
Mélanie Lapalme, technicienne en informatique

Secrétariat
Colombe Mercier

Abonnement et changement d'adresse :
Emploi-Québec Bas-Saint-Laurent
Téléphone : 418 723-5677 poste 313
Télécopieur : 418 722-4856
Courriel : louis-mari.rouleau@mess.gouv.qc.ca

Publication disponible sur le site Internet :
http://emploiquebec.net/francais/regions/bassaintlaurent/publications.htm

Dépôt légal : 4e trimestre 2006
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2006
Bibliothèque et Archives nationales Canada, 2006
ISSN 1180-4572

Table des matières

LEXIQUE **4**

MISE EN GARDE MÉTHODOLOGIQUE **5**

FAITS SAILLANTS **6**

SECTION 1 ..... **7**

CONJONCTURE 7
MARCHÉ DU TRAVAIL 8

SECTION 2 ..... **30**

GRAPHIQUES 31
Taux de chômage et variation annuelle de l'emploi selon la région *31*
Taux d'emploi (%) et taux de chômage (%), Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec *32*
Emploi à temps plein et à temps partiel, Bas-Saint-Laurent *33*
TABLEAUX 34
Principaux indicateurs du marché du travail *34*
Comparaisons interrégionales *35*
Principaux indicateurs du marché du travail selon le sexe et l'âge *36*
Emploi par secteur d'activité *37*
Emploi selon le genre et le niveau de compétence *38*
Emploi par secteur d'activité pour l'ensemble du Québec *39*
Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec *40*
Prestataires de l'assurance-emploi selon les centres locaux d'emploi *41*
Prestataires de l'assistance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec *42*
Prestataires de l'assistance-emploi selon les centres locaux d'emploi *43*

SECTION 2 ANNUELLE **44**

GRAPHIQUES 45
Taux de chômage et variation annuelle de l'emploi selon la région *45*
Taux d'emploi (%) et taux de chômage (%), Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec *46*
Emploi à temps plein et à temps partiel, Bas-Saint-Laurent *47*
TABLEAUX 48
Principaux indicateurs du marché du travail *48*
Comparaisons interrégionales *49*
Principaux indicateurs du marché du travail selon le sexe et l'âge *50*
Emploi par secteur d'activité *51*
Emploi selon le genre et le niveau de compétence *52*
Emploi par secteur d'activité pour l'ensemble du Québec *53*
Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec *54*
Prestataires de l'assurance-emploi selon les centres locaux d'emploi *55*
Prestataires de l'assistance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec *56*
Prestataires de l'assistance-emploi selon les centres locaux d'emploi *57*

ANNEXE **58**

LISTE DES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI (CLE) 59

Lexique

Population de 15 ans et plus : Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active : Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi : Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle, des personnes occupées, utilisée par Statistique Canada dans l'*Enquête sur la population active*.

- L'emploi à **temps plein** tient compte des personnes qui travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine à leur emploi principal ou à leur unique emploi.
- L'emploi à **temps partiel** tient compte des personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine à leur emploi principal ou à leur unique emploi.

Chômeurs : Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage : (Nombre de chômeurs / population active) x 100.

Taux d'activité : (Population active / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux d'emploi : (Emploi / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux de prestataires de l'assistance-emploi : Prestataires adultes sans contraintes à l'emploi divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (Recensement 2001) X 100

Taux de prestataires de l'assurance-emploi : Prestataires actifs et aptes au travail divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (Recensement 2001) X 100

Taux de prestataires : Prestataires / population de 15 à 64 ans (Recensement 2001) x 100.

RMR : Région métropolitaine de recensement.

ZME : Zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

Note : Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

Mise en garde méthodologique

Les estimations régionales sur le marché du travail se distinguent à plusieurs égards des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage, diffusées mensuellement par Statistique Canada et tirées de l'*Enquête sur la population active*. Les estimations dont font part mensuellement les médias sont **désaisonnalisées**, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières afin de rendre les données comparables avec celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année. Statistique Canada ne désaisonnalise pas les données régionales. Des estimations régionales **désaisonnalisées** sont cependant produites par l'Institut de la statistique du Québec.

Les estimations régionales se distinguent des estimations québécoises mensuelles en ce que les premières sont des **moyennes mobiles de trois mois**. Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour Chaudière-Appalaches est en réalité une estimation du taux de chômage moyen de cette région pour les mois de février, mars et avril. L'estimation de mai correspondra au taux moyen de mars, avril et mai. Cette façon de faire a été introduite par Statistique Canada en 1991 afin de réduire les fluctuations mensuelles des estimations régionales non désaisonnalisées occasionnées par la faible taille de l'échantillon à partir duquel sont produites ces estimations. Malgré l'établissement de moyennes mobiles de trois mois, les estimations régionales, qu'elles soient désaisonnalisées ou non, demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui est de 10 141 ménages par mois pour l'ensemble du Québec, varie selon les régions, de 252 ménages pour la région Centre-du-Québec à 1 360 ménages en Montérégie. Statistique Canada a estimé les marges d'erreur pour les régions du Québec à partir des estimations moyennes de juillet à décembre 2005.[1]

Selon ces estimations, comme on peut le voir au tableau qui suit, lorsque le taux de chômage **non désaisonnalisé** estimé pour le Québec pour un trimestre donné est de 7,9 %, il y a 67 % de chances que le taux réel, qu'on observerait si l'on recensait tous les ménages du Québec, se situe entre 7,6 % et 8,2 %. Lorsque l'on veut hausser à 90 % l'intervalle de confiance, les bornes inférieure et supérieure sont respectivement de 7,4 % et 8,4 %, ce qui signifie qu'il y a 90 % de probabilité que le taux réel se situe entre ces bornes. Pour les estimations régionales, la marge d'erreur s'accroît considérablement. Ainsi, une estimation du taux de chômage de 14,5 % pour la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 13,0 % et 16,0 %. L'intervalle de confiance à 67 % pour cette région est donc dans ce cas-ci de 3 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 2 points dans un sens ou dans l'autre ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux estimé de 10,9 % se situe en réalité entre 10,2 % et 11,7 % deux fois sur trois.

Région	Taille de l'échantillon	Taux (%) de Chômage moyen	Intervalle de confiance à 95 %		Intervalle de confiance à 90 %		Intervalle de confiance à 67 %	
			Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Gaspésie–Iles-de-la-Madeleine	404	14,5	11,5	17,5	12,0	17,1	13,0	16,0
Bas-Saint-Laurent	347	7,5	5,5	9,4	5,8	9,1	6,5	8,4
Capitale Nationale	814	5,6	4,2	6,9	4,4	6,7	4,9	6,2
Chaudière-Appalaches	1001	5,3	3,6	7,0	3,9	6,7	4,5	6,1
Estrie	878	6,2	4,7	7,6	4,9	7,4	5,5	6,9
Centre-du-Québec	254	7,9	5,1	10,6	5,5	10,2	6,5	9,2
Montérégie	1360	6,6	5,5	7,8	5,7	7,6	6,1	7,2
Montréal	1109	10,9	9,4	12,4	9,6	12,2	10,2	11,7
Laval	281	7,7	5,5	9,8	5,9	9,4	6,6	8,7
Lanaudière	356	6,1	4,1	8,0	4,4	7,7	5,1	7,0
Laurentides	430	7,8	6,2	9,3	6,4	9,1	7,0	8,5
Outaouais	683	6,6	5,2	7,9	5,4	7,7	5,9	7,2
Abitibi-Témiscamingue	423	7,6	5,3	9,9	5,6	9,6	6,5	8,7
Mauricie	768	8,1	5,7	10,4	6,1	10,1	6,9	9,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	697	9,7	7,6	11,9	7,9	11,6	8,7	10,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	337	8,0	4,5	11,6	5,0	11,0	6,3	9,8
Province de Québec	10 141	7,9	7,3	8,5	7,4	8,4	7,6	8,2

[1] La période part de la moyenne mobile de trois mois de juillet 2005 à décembre 2005. Le calcul est basé sur la moyenne des MM3M pour les six derniers mois de 2005 pour le Québec et les régions. La taille de l'échantillon correspond au nombre moyen de ménages entre juillet et décembre 2005.
Source : Statistique Canada

Faits saillants

Au Canada, le PIB réel des industries productrices de biens et de services ont fait du surplace en octobre 2006. Par contre, l'indicateur avancé composite de Statistique Canada a accentué sa progression en novembre 2006. Quant au PIB réel québécois, il a progressé timidement alors que l'Indice précurseur Desjardins (IPD) s'est redressé. Il ne faut pas toutefois balayer du revers de la main toutes les inquiétudes causées par le récent ralentissement.

En 2006, les statistiques indiquent que le marché du travail québécois demeure en santé. Le bilan de l'année fait état de 48 200 emplois additionnels au Québec, pour un taux de variation annuel de 1,3 %. La création d'emplois a été suffisante pour absorber les nouveaux chercheurs d'emploi comme nous l'indique le taux de chômage qui est passé de 8,3 % à 8,0 %, le plus faible taux annuel à ce chapitre depuis 1974.

Au Bas-Saint-Laurent, malgré des événements de moins bon augure, l'emploi se relève en 2006. En effet, celle-ci se solde par 1 600 postes de plus que l'année précédente. Pour l'instant, les 92 000 emplois dénombrés dépassent ceux de 2005 et avoisinent les maximums atteints en 2004. Ainsi, pour une troisième année consécutive, le taux de chômage se fixe sous les 10 %.

Sur le plan local, l'évolution du nombre de prestataires de l'assurance-emploi nous montre que la région n'est pas homogène. En effet, deux MRC voient leur nombre de prestataires diminuer. Il s'agit de Rimouski-Neigette et La Mitis. À l'opposé, une progression significative est observée dans Kamouraska, Témiscouata et La Matapédia. La situation de l'industrie forestière et le ralentissement chez Bombardier en sont la cause.

Dans ce contexte, le taux de chômage masculin s'est établi à 10,3 %, supérieur au taux de chômage féminin qui lui s'est fixé à 7,5 %. Comparativement à 2005, le taux de chômage a diminué pour les hommes et s'est relevé pour les femmes. Au Québec, comme dans le Bas-Saint-Laurent, le taux de chômage des jeunes demeure évidemment supérieur à celui de l'ensemble de la population active. Il est respectivement de 9,8 % et de 10,9 %.

Le grand *Secteur de la production de biens* (primaire, secondaire et services publics, 29 % des emplois) accroît légèrement ses effectifs malgré les 1 200 emplois de moins dans la *Fabrication*, alors que le *Secteur des services* (tertiaire, 71 % des emplois) solidifie la structure économique de la région avec 1 300 postes en plus.

Section 1

Conjoncture

L'économie au Québec et au Canada[2]

Aux États-Unis, les données finales du Bureau of Economic Analysis (BEA), revues à la baisse, nous indiquent une économie qui aura finalement crû de 2 %, en taux annualisés, au troisième trimestre de 2006, un niveau inférieur à celui du trimestre précédent. Alors que les dépenses de consommation continuaient leur progression, les investissements reculaient légèrement pour une première fois en un an. La Réserve Fédérale américaine (FED), dont le taux directeur reste inchangé, à 5,25 % depuis juin 2006, prévoyait d'ailleurs un rythme de l'économie moins soutenu pour les trimestres à venir. L'heure demeure donc à la prudence quant à l'évolution prévue de l'économie américaine au cours des prochains trimestres, malgré le bond important de l'indice de confiance du Conference Board, qui est passé de 102,9 à 109 (1985=100) en décembre, et les derniers résultats de décembre de l'indice PMI des directeurs d'achats (51,4 %), qui indiquent que l'industrie manufacturière croît à un rythme supérieur à celui du mois précédent. Mentionnons que l'emploi s'est accru de 132 000 en novembre 2005.

Au Canada, tant le PIB réel des industries productrices de biens que celui des services ont fait du surplace en octobre 2006. La croissance cumulée du PIB entre 2005 et 2006 était cependant de 2,7 %. Quant au PIB réel québécois, il a progressé timidement en septembre (+0,1 %), avec une hausse dans les industries de biens (+0,2 %) légèrement supérieure à celle observée dans les industries de service (+0,1 %). Au cours du troisième trimestre de 2006, la production a crû de 0,2 %. Le PIB moyen des neuf premiers mois de 2006 était supérieur de 1,6 % à celui de 2005.

La valeur des exportations canadiennes, en dollars courants, a baissé de 1,7 % en octobre dernier, à cause notamment de la chute de prix des produits énergétiques. La valeur des exportations vers les États-Unis a atteint son plus bas niveau des deux dernières années. Le cumul de l'année 2006 demeurait cependant supérieur à celui de 2005 (+1,8 %).

Quant aux importations canadiennes, elles ont augmenté de 0,4 % entre septembre et octobre, à cause, notamment, des biens industriels. Le solde commercial au Canada a reculé sous la barre des 4 milliards de dollars. La valeur des expéditions outre-frontière québécoises s'est accrue, quant à elle, de façon notable en septembre (+4,4 %), cette hausse étant en partie expliquée par les exportations d'avions, qui ont plus que doublé, ainsi que des pièces d'avions.

La valeur des ventes au détail canadiennes a diminué pour un deuxième mois consécutif en octobre (-0,7 %), les ventes du secteur de l'automobile ayant le plus contribué au repli. Le Québec allait dans le même sens avec une baisse de ses ventes au détail de 1,3 %. Depuis le début de 2006, les valeurs cumulées des ventes au détail se sont cependant accrues tant au Canada (+6,4 %) qu'au Québec (+4,5 %), par rapport à 2005. Quant aux ventes en gros, elles ont aussi augmenté de 0,3 % au Québec et diminué de 0,2 % au Canada en octobre. Les valeurs cumulées québécoise et canadienne progressaient de 3,4 % et 7 % respectivement entre 2005 et 2006.

À la lumière d'une forte croissance de la composante commerciale, les intentions de construction non résidentielle ont progressé de belle façon au Canada en octobre (+9,1 %). La valeur totale canadienne des permis de bâtir (résidentiels et non résidentiels) s'est ainsi hissée au-dessus la barre des 6 milliards de dollars. Au Québec, la valeur des permis de bâtir a progressé de 19,7 % en octobre, avec des hausses similaires des secteurs résidentiel (+19,7 %) et non résidentiel (+19,6 %). Mentionnons que la valeur cumulée des intentions de construction québécoises de janvier à octobre était supérieure de 3,7 % à celle de 2005, la bonne performance du secteur non résidentiel (+19,5 %) compensant le recul de 3 % du secteur résidentiel. Quant au nombre de mises en chantier, les données nous indiquent qu'il a diminué au Québec (-10 %) pendant qu'il s'accroissait légèrement au Canada (+0,8 %) au mois de novembre. Le solde cumulatif québécois de 2006 était déficitaire (-6,7 %) par rapport à 2005.

L'indicateur avancé composite de Statistique Canada a accentué sa progression en novembre 2006. Il a en effet crû de 0,5 %, près du double de la croissance mensuelle précédente, laissant espérer que le récent ralentissement puisse ne pas durer. Quant à l'Indice précurseur Desjardins (IPD), il s'est redressé en octobre (+0,2 %), sans toutefois que l'on doive balayer du revers de la main toutes les inquiétudes causées par le ralentissement récent. L'évolution récente de l'indice conforte les prévisions selon lesquelles l'économie québécoise pourrait croître à un rythme autour de 1,5 % en 2006.

2 Cette page a été rédigée par Richard Legris, économiste au Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH).

Marché du travail

1.1 Les principaux indicateurs au Québec

Quatrième trimestre 2006

L'analyse des indicateurs du marché du travail, en fin d'année 2006, nous fait constater l'ajout de 42 400 postes pour une progression de 1,1 % au quatrième trimestre comparativement au même trimestre de 2005. En faisant le parallèle avec le trimestre précédent, c'est une progression de l'emploi quelque peu au ralenti par rapport au deuxième trimestre de l'année, période ou 61 100 nouveaux postes s'étaient ajoutés entre 2005 et 2006.

Les indicateurs de la population active du quatrième trimestre nous signalent seulement 0,6 % de plus de nouveaux arrivants sur le marché du travail. Il en résulte quelques chercheurs d'emploi en moins, ce qui provoque une baisse du taux de chômage qui, de 7,9 % qu'il était l'an dernier, passe à 7,5 % cette année.

L'année 2006

En 2006, les statistiques indiquent que le marché du travail québécois demeure en santé. Le bilan de l'année fait état de 48 200 emplois additionnels au Québec, pour un taux de variation annuel de 1,3 %. Ce bilan survient après une période de neufs années positives pour les chercheurs d'emploi. L'an dernier la progression n'était cependant que de 35 600 postes.

Avant d'aborder la description des autres indicateurs du marché du travail de l'année, jetons un bref regard sur l'historique de la création d'emplois au Québec dans les années 2000. Rappelons tout d'abord que c'est à partir de 1998 que le marché du travail performe vraiment. Entre 1998 et 2000, la création d'emplois annuelle s'est élevée, en moyenne, à 79 900 postes pour chacune de ces trois années. Malgré la débâcle des entreprises du secteur des technologies de l'information et les événements du 11 septembre, le marché du travail québécois est demeuré légèrement positif en 2001. Toutefois, c'est en 2002 que la création d'emplois étonne. En effet, le marché du travail québécois s'enrichissait cette année-là de 127 800 nouveaux postes, l'un des meilleurs résultats annuels de son histoire.

De 2003 à 2005, malgré la remontée du dollar canadien, le SRAS de même que les crises du bois d'œuvre et de la vache folle, la création d'emplois a ralenti mais est demeurée positive. En effet, le marché du travail québécois s'est enrichi en moyenne annuellement de 49 800 postes au cours de cette période. En 2006, malgré la valeur de la devise canadienne, le gonflement des prix du pétrole et la concurrence de pays émergents, la dynamique du marché du travail québécois a maintenu la création d'emplois à 48 200 postes en moyenne pour les douze derniers mois. C'est ainsi que le Québec compte maintenant 3 765 500 postes, soit 363 300 emplois de plus qu'en 2000. Le taux de variation annuel de la province, à 1,3 %, demeure cependant éloigné de celui de l'ensemble du pays (1,9 %) et légèrement en deçà de celui de l'Ontario (1,5 %). En 2006, la création d'emplois au Québec a compté pour 15,3 % du résultat canadien.

En 2006, 41 500 personnes ont joint les rangs de la population active, ce qui est moindre que la progression de l'emploi. Le taux d'activité s'est fixé à 65,5 %, en baisse de quelques centièmes de point, et ce, pour une troisième année consécutive. Toutefois, le nombre de personnes âgées de 15 ans et plus regroupe cette année 69 200 individus de plus. La création d'emplois a donc été suffisante pour absorber les nouveaux actifs, comme le reflète le taux de chômage qui est passé de 8,3 % à 8,0 %. Il s'agit du plus faible taux annuel depuis 1974. Ainsi, la croissance relative de la population active, moins rapide que celle de l'emploi, a eu des effets positifs sur le taux de chômage québécois alors que, pendant ce temps, il s'est établi à 6,3 % au Canada, en baisse de cinq dixièmes de point sur 2005.

1.2 Les principaux indicateurs au Bas-Saint-Laurent

Quatrième trimestre 2006

Plusieurs sphères d'activité du Bas-Saint-Laurent sont marquées par des mouvements saisonniers. Le quatrième trimestre de chaque année représente le début de la basse saison alors que le premier trimestre représente la période la moins active pour les activités économiques et l'emploi. Une variation trimestrielle d'environ 4 800 postes entre les troisième et quatrième trimestres de 2006 nous apparaît inférieure aux observations antérieures, signe de ralentissement de certaines activités. En effet, l'historique des données de l'Enquête sur la population active nous apprend que le repli saisonnier provoque habituellement un ralentissement d'activité de l'ordre de 7 % sur le plan de l'emploi.

Dès le premier trimestre, l'Enquête indique qu'en 2006 le niveau d'emploi généré par l'économie bas-laurentienne récupère suite aux hésitations de 2005. Au quatrième trimestre, les 92 500 emplois se traduisent par un gain significatif de 2 300 emplois, soit un taux de variation de 2,5 % sur l'année 2005: un quatrième trimestre à l'image de l'année.

Tout au long de l'année 2006, les estimations de Statistique Canada ont montré un regain d'activité de la population. Celui-ci a d'ailleurs excédé celui de l'emploi. Au quatrième trimestre, le mouvement de la population a amené le taux d'activité de 58,4 % à 60,2 %. La combinaison des deux phénomènes a engendré un taux de chômage de 8,1 %. Pour cette période de l'année, nous considérons que ce taux demeure relativement faible pour la région. Depuis 2004, le taux de chômage se retrouve sous les 10 % pour le quatrième trimestre. Auparavant, cela n'était arrivé qu'une seule fois, en 1999 alors qu'il était de 9,8 %.

L'année 2006

Avant d'aborder la donnée de 2006, il apparaît intéressant de mettre en contexte les statistiques de l'emploi de l'Enquête sur la population active pour le Bas-Saint-Laurent. Contrairement à l'ensemble du Québec, l'emploi régional évolue en dents-de-scie. Depuis le début de la décennie, les années se sont suivies avec des hauts et des bas. En effet, l'emploi se resserre en 2000 pour descendre à 80 800 postes, puis se rehausse à 87 400 en 2001, pour à nouveau reculer à 82 100 en 2002. Les années 2003 et 2004 présentent une bonne séquence qui permet à l'emploi dans la région de franchir, pour la première fois de son histoire, la barrière des 90 000 postes. Nous en déduisons que les efforts de diversification économique ont fini par porter fruits car le marché du travail régional a finalement amené le niveau d'emploi à 87 600 postes en 2003, récupérant les pertes antérieures, puis à 93 800 en 2004, un nouveau sommet historique.

Puis en 2005, le marché du travail du Bas-Saint-Laurent connaît quelques hésitations et l'emploi est ramené à 90 300 postes. Par rapport à l'année 2000, au net, le marché du travail de la région s'est tout de même enrichi de 13 000 nouveaux postes.

La région, plus fragile à la conjoncture économique car soumise à des restrictions relativement à l'exploitation de ses ressources, notamment forestières, doit composer avec quelques licenciements et fermetures d'usines, ce qui explique sommairement une évolution moins régulière du nombre d'emplois créés que dans l'ensemble du Québec.

L'année 2006 : l'emploi se relève malgré des événements de moins bon augure. En effet, l'année 2006 se solde par 1 600 postes de plus que l'année précédente. Pour l'instant, les 92 000 emplois dénombrés en 2006 dépassent ceux de 2005, chiffre qui avoisine les maximums atteints en 2004, ce qui laisse supposer que le marché du travail de la région demeure assez solide malgré la situation de l'industrie forestière et le ralentissement marqué chez Bombardier transport.

Pour une troisième année consécutive, le taux de chômage se fixe sous les 10 %, malgré une hausse 2,2 % de la population active. Au cours des cinq années précédant 2004, le taux de chômage a oscillé entre 10 % et 11 %. C'est pourquoi nous pouvons affirmer que l'économie régionale vit la meilleure séquence de son histoire. Au Québec, au cours des dix dernières années, l'emploi n'a cessé de croître: il s'y est créé plus de 603 100 emplois. Au Bas-Saint-Laurent, le marché du travail, répétons-le, évolue en dents-de-scie car l'emploi n'a crû qu'en 1999, 2001, 2003, 2004 et 2006. Malgré ce, un peu plus de 12 000 nouveaux emplois ont vu le jour pendant cette période et la performance des dernières années a permis un rattrapage des indicateurs du marché du travail de la région comparativement à ceux du Québec.

Principaux indicateurs du marché du travail, Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

	Ensemble du Québec					Bas-Saint-Laurent				
	2006	2005	Var (%) 06-05	2004	Var (%) 06-04	2006	2005	Var (%) 06-05	2004	Var (%) 06-04
Population 15 ans et plus ('000)	**6 251,5**	6 182,2	1,1	6 110,9	2,3	**167,1**	166,7	0,2	165,9	0,7
Population active ('000)	**4 094,2**	4 052,7	1,0	4 027,5	1,7	**101,0**	98,8	2,2	103,5	-2,4
Emploi ('000)	**3 765,4**	3 717,3	1,3	3 685,9	2,2	**92,0**	90,4	1,8	93,8	-1,9
Chômeurs ('000)	**328,7**	335,4	-2,0	341,5	-3,7	**9,1**	8,4	8,3	9,7	-6,2
Taux d'activité	**65,5**	65,6		65,9		**60,4**	59,3		62,4	
Taux de chômage	**8,0**	8,3		8,5		**9,0**	8,5		9,4	
Taux d'emploi	**60,2**	60,1		60,3		**55,0**	54,2		56,5	

Source : Enquête sur la population active, Statistique Canada

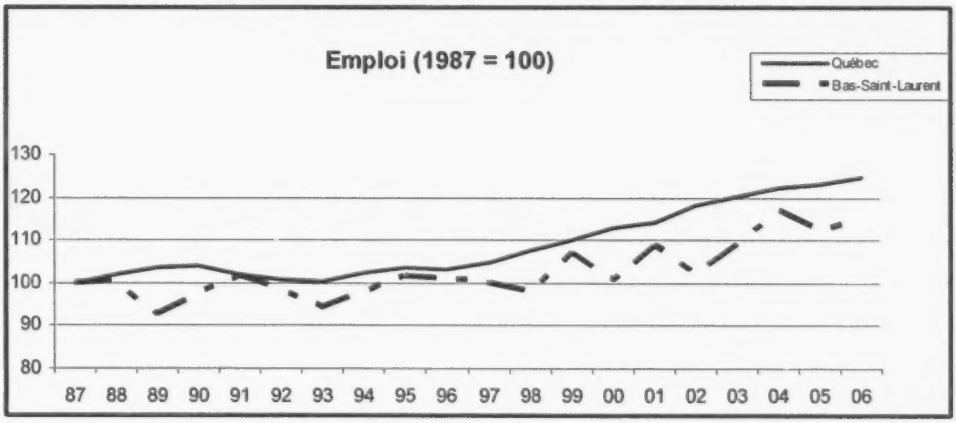
Le taux de chômage régional de l'année 2006 est estimé à 9,0 %, en hausse sur 2005, et ce, malgré la création de quelques emplois; il s'est donc tout de même positionné sous la barre des 10 % pour une troisième année consécutive. L'explication provient de la croissance de la population active (2,5 %) qui s'est avérée supérieure à celle de l'emploi (1,8 %).

Toutefois, il faut garder à l'esprit que, malgré la vitalité économique qui engendre un épisode favorable pour le marché du travail régional, celui-ci recèle certaines fragilités. Une comparaison des principales informations qui décrivent la situation régionale par rapport à celle du Québec illustre certaines disparités.

En effet, nous constatons que, d'une part, la population de la région représente 2,8 % de celle du Québec et que, d'autre part, l'emploi de la région ne compte que pour 2,4 % de celui de l'ensemble de la province. Nous constatons également que la proportion des prestataires de l'assurance-emploi de la région s'élève à 5,3 % de celle de l'ensemble du Québec.

Persistance des disparités régionales. Un regard sur les dernières années nous apprend que le marché du travail du Bas-Saint-Laurent, à l'instar de celui des autres régions ressources, n'évolue pas autant de régularité que celui de l'ensemble de la province. Ce n'est pas qu'il ne se crée pas d'emplois dans la région; au contraire il s'en crée, mais à un rythme moindre, et ce, malgré la bonne performance des dernières années.

Évolution de l'emploi 1987-2006, Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec



Au Québec, entre 1987 et 2006, l'indice de création d'emplois a crû de 25 points. Qui plus est, depuis 1996, l'emploi n'a cessé de croître et, depuis lors, se sont additionnés plus de 648 7400 emplois. Au Bas-Saint-Laurent, on se retrouve en 2006 avec un bassin d'environ 92 000 emplois, ce qui représente une progression de 15 points de l'indice de création d'emplois. Contrairement à la situation qui prévaut au Québec, le graphique montre que les avancées du marché du travail alternent régulièrement avec des reculs plus ou moins significatifs. Ce sont tout de même 12 000 emplois à la création desquels nous avons assisté au cours des dix dernières années. Les perspectives 2006-2010 laissent entrevoir une croissance annuelle moyenne de 0,9 % de l'emploi au Bas-Saint-Laurent contre 1,2 % au Québec. La lecture du passé, comme ce que nous anticipons de l'avenir, nous amènent à conclure que la région accuse un déficit sur le plan de la création d'emplois, en comparaison de la moyenne provinciale.

1.3 Les marchés du travail locaux : les MRC

Pour décrire les marchés du travail locaux, nous nous référons habituellement aux données du dernier recensement. Celles-ci fournissent l'ensemble des indicateurs du marché du travail. Cependant, comme les informations du recensement datent, elles ne peuvent pas donner un aperçu fiable de l'impact de la conjoncture (évolution annuelle) sur des espaces sous-régionaux; nous devons donc avoir recours aux données sur les prestataires de l'assurance-emploi pour nous fournir une indication de l'évolution annuelle du chômage.

Le taux d'assurance-emploi ou l'indicateur de chômage. L'évolution du nombre de prestataires de l'assurance-emploi et du taux d'assurance-emploi nous montre que la région n'est pas homogène et que le marché du travail se comporte différemment selon les MRC qui la composent. En moyenne, en 2006, il y avait, au Bas-Saint-Laurent, 1 584 prestataires de l'assurance-emploi, soit 2,9 % de plus que l'an dernier.

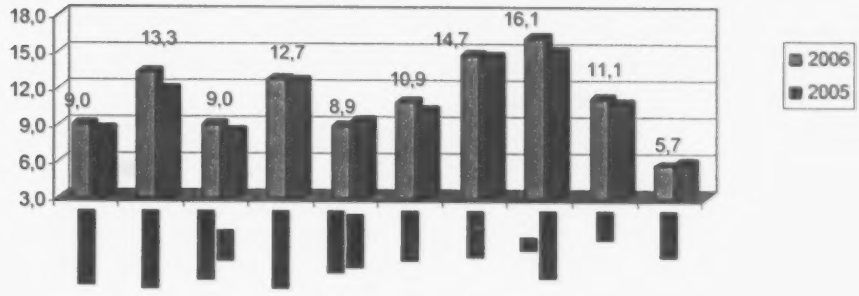
Prestataires de l'assurance-emploi - moyennes annuelles

	Kamouraska	Témiscouata	Rivière-du-Loup	Les Basques	Rimouski-Neigette	La Mitis	Matane	La Matapédia	BSL	QUÉBEC
Nombre (2006)	1 343	2 000	1 968	813	3 268	1 389	2 287	2 116	15 184	281 980
Taux	**9,0**	**13,3**	**9,0**	**12,7**	**8,9**	**10,9**	**14,7**	**16,1**	**11,1**	**5,7**
Nombre (2005)	1 251	1 803	1 913	801	3 336	1 390	2 245	2 012	14 750	285 019
Taux	8,4	12,0	8,8	12,5	9,1	10,9	14,5	15,3	10,8	5,7
Var. (%) 2005-2006	7,4	11,0	2,9	1,5	-2,0	-0,1	1,9	5,1	2,9	-1,1

Nous remarquons que deux MRC voient leur nombre de prestataires diminuer, soit Rimouski-Neigette et La Mitis. À L'opposé, une progression significative est observée dans Kamouraska, Témiscouata et La Matapédia. La situation de l'industrie forestière et le ralentissement chez Bombardier nous apparaissent en être la cause.

En mettant en relation le nombre de prestataires de l'assurance-emploi et la population en âge de travailler, soit les 15-64 ans, nous obtenons un indicateur de chômage, à ne pas confondre cependant avec le taux de chômage officiel de Statistique Canada. Cet indicateur, appelé taux d'assurance-emploi, est de 11,1 % au Bas-Saint-Laurent contre 5,7 % au Québec.

Taux d'assurance-emploi ou indicateur de chômage



Les MRC rurales, où l'on retrouve le plus d'activités liées aux ressources naturelles dont la foresterie, sont confrontées à un niveau de chômage plus important. En effet, le taux d'assurance-emploi est plus élevé dans La Matapédia (16,1 %), Matane (14,7 %), Les Basques (12,7 %) et Témiscouata (13,3 %), cette dernière MRC ayant toutefois enregistré dans le passé un taux plus élevé. Avec l'effervescence des activités reliées à l'énergie éolienne, la situation devrait s'améliorer dans la MRC de Matane.

Les MRC urbaines, soit celles de Rimouski-Neigette et de Rivière-du-Loup, présentent un niveau de chômage inférieur à la moyenne régionale. Le taux d'assurance-emploi s'y établit respectivement à 8,9 % et 9,0 %. La MRC de Kamouraska, un territoire fortement tributaire de l'entreprise majeure qu'est Bombardier, présente, quant à elle, un taux quelque peu relevé, soit 9,0 %. Des inquiétudes y persisteront cependant, tant et aussi longtemps qu'un ralentissement des activités de l'entreprise sera à craindre.

Il est à souligner que les deux MRC le plus à l'ouest de la région présentent un marché du travail plus performant, de sorte telle qu'elles obtiennent les indicateurs de chômage les plus bas de la région. Cette position avait déjà été occupée par la MRC de Rimouski-Neigette, il y a quelques années. Dans La Mitis, c'est surtout l'exode de la population, probablement en quête d'un emploi, qui maintient l'indicateur de chômage à un niveau plus bas (10,9 %) que ce à quoi nous aurions pu nous attendre.

Une étude plus approfondie de la dépendance de la population aux régimes de soutien du revenu et de la présence de secteurs performants et/ou vulnérables qui influencent la répartition de l'emploi dans les MRC peut permettre d'illustrer ces disparités. Ainsi, nous utilisons la part relative de la population, de l'emploi et des prestataires, de l'assurance-emploi comme de l'aide de dernier recours, à travers les MRC du Bas-Saint-Laurent à titre d'indicateurs de disparité.

Répartition territoriale de certains indicateurs

	Kamouraska	Témiscouata	Rivière-du-Loup	Les Basques	Rimouski-Neigette	La Mitis	Matane	La Matapédia	BSL
Population %	11,2	11,2	15,9	4,9	26,1	9,6	11,2	9,9	100
Emploi %	11,6	10,2	17,7	4,2	29,3	8,5	10,4	8,3	100
Assurance-emploi %	9,0	13,3	9,0	12,7	8,9	10,9	14,7	16,1	11,1
Assistance-emploi %	6,9	8,0	6,6	9,0	6,7	11,9	10,1	9,5	8,1

En comparant la part relative des indicateurs apparaissant au tableau ci-dessus, une différence notable apparaît. Certaines MRC comptent proportionnellement plus d'emplois que leur population; règle générale, celles-ci se retrouvent avec moins de personnes qui recourent aux prestations de l'État, que ce soit celles de l'assurance-emploi ou de l'aide de dernier recours; les MRC de Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup et Kamouraska illustrent parfaitement cette situation.

Les autres MRC de la région se retrouvent dans un contexte où l'emploi demeure sous-représenté par rapport à la population de leur territoire. Les plus grands écarts touchent La Matapédia, La Mitis et Témiscouata. Dans quatre sur cinq MRC, la présence importante de prestataires de l'assurance-emploi se remarque, notamment dans La Matapédia et Matane. Dans La Mitis, c'est la présence importante de prestataires de l'aide de dernier recours qui est à noter; dans une moindre mesure, on retrouve le même phénomène dans Matane et La Matapédia.

Ce qui est remarquable dans le cas de La Mitis, c'est que le manque d'emplois se traduit uniquement par une présence proportionnellement plus élevée de la clientèle de l'aide de dernier recours et non pas de celle de l'assurance-emploi comme dans les autres MRC. Notons que la situation dans Les Basques et La Mitis est pondérée par un taux d'émigration particulièrement élevé. Retient aussi notre attention, le fait que, dans le Témiscouata, le sous-emploi se traduit essentiellement par la présence plus marquée de prestataires de l'assurance-emploi tandis que la clientèle de l'aide de dernier recours y est représentée proportionnellement moins que la population.

1.4 Les autres régions du Québec

En nombre, ou si on veut en termes absolus, la création d'emplois au Québec s'est concentrée dans les grands centres en 2006. Naturellement, la région de Montréal, à cause de sa taille, a connu à elle seule une création de 19 900 emplois, suivie de la Montérégie avec 15 500 postes. En troisième et quatrième positions, on retrouve l'Outaouais et Laval, avec l'addition respective de 6 700 et 5 800 personnes occupées de plus que l'an dernier. Toutefois, cinq régions ont subi des pertes d'emplois dont, en tête, les Laurentides et la Mauricie avec chacune une diminution de 3 500 postes.

Depuis quelques temps, de moins en moins de régions affichent un taux de chômage de 10 % et plus. En 2006, treize d'entre elles ont maintenu un taux de chômage sous ce seuil, dont, parmi les régions ressources, le Bas-Saint-Laurent (9,1 %), l'Abitibi-Témiscamingue (9,2 %) et la Côte-Nord-et-Nord-du-Québec (8,2 %). Pour une troisième année consécutive, la Capitale-Nationale (5,6 %) devance Chaudières-Appalaches qui habituellement volait la vedette; cette dernière région affiche un taux de chômage de 5,8 %, précédée de Lanaudière avec 5,7 %. Notre championne glisse donc au troisième rang depuis 2005, suivie de l'Outaouais (6,0 %), Laval (6,6 %) et la Montérégie (7,3 %).

La région de Montréal (10,1 %) accompagne deux régions ressources qui occupent le haut du pavé pour le taux de chômage. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine demeure, quant à elle, aux prises avec le taux de chômage le plus élevé au Québec, soit 18,3 %. Dans le groupe des régions à taux de chômage élevé, on retrouve également le Saguenay–Lac-Saint-Jean (10,6 %). À noter que, pour une troisième année consécutive, le Bas-Saint-Laurent obtient un taux de chômage sous les 10 %. Par contre, il est devancé par la Côte-Nord-et-Nord-du-Québec pour le meilleur taux de chômage des régions ressources, titre qu'il avait détenu pendant les cinq dernières années.

1.5 La situation selon l'âge et le sexe

Le portrait des principaux indicateurs du marché du travail que nous venons de dresser pour l'ensemble de la population du Québec et du Bas-Saint-Laurent se présente différemment selon les groupes de personnes qui la composent. En 2006, les indicateurs du marché du travail, pour le Québec, montrent une situation assez semblable entre **les hommes et les femmes**, cela, en considération des nouveaux emplois qu'ils et elles ont occupés. En effet, des 48 200 nouveaux postes, les femmes en ont obtenu 23 500 et les hommes 24 600. En termes relatifs, cela donne une croissance de l'emploi de 1,3 % pour celles-là contre 1,2 % pour ceux-ci; quant au taux de chômage, il s'est établi à 8,5 % pour les hommes et à 7,5 % pour les femmes.

À souligner l'écart structurel entre les taux d'activité masculin et féminin : 71,1 % pour les hommes et 60,1 % pour les femmes. Le fait qu'il ait diminué de 0,3 point pour les hommes et qu'il ait augmenté de 0,2 point pour les femmes s'inscrit dans la tendance de long terme qui est au rétrécissement de l'écart entre la participation des femmes et des hommes au marché du travail. L'écart à combler demeure tout de même de 11,0 points, alors que trois ans auparavant il était de 12,9 points.

Dans le Bas-Saint-Laurent, rappelons que les données de 2006 font état de 1 600 postes de plus qu'en 2005. Dans ce scénario, les femmes ont gagné aussi peu que 200 postes, contre 1 400 pour les hommes. Le résultat se traduit par un taux de variation de 0,5 % pour les femmes et de 3,0 % pour les hommes, mais chez les travailleuses, on remarque que la majorité des postes gagnés étaient à temps partiel.

En ce qui a trait au taux de chômage, nous savons d'expérience que celui des hommes est habituellement plus élevé que celui des femmes; c'est encore le cas en 2006. Ainsi, le taux de chômage masculin s'est établi à 10,3 %, alors que le taux féminin s'est fixé à 7,5 %. Comparativement à 2005, le taux de chômage a diminué pour les hommes et s'est relevé pour les femmes en raison du mouvement de la population active. Il faut souligner que les taux d'activité de la région demeurent faibles en comparaison des taux provinciaux : 66,2 % chez les hommes de la région contre 71,1 % pour ceux de l'ensemble du Québec. Pour les femmes, le taux régional d'activité est de 54,9 % contre 60,1 % pour celles de l'ensemble de la province.

Au Québec, en 2006, **les jeunes** ont davantage profité de la bonne tenue du marché du travail, ce groupe d'âge s'étant accaparé 17 100 nouveaux emplois, pour une variation annuelle de 1,8 %, alors que les travailleurs plus âgés se sont appropriés, eux, 31 000 postes, pour un taux de variation de 1,1 %. Le contexte économique du Bas-Saint-Laurent se présente encore plus à l'avantage des jeunes car le marché du travail leur a procuré 1 200 emplois supplémentaires alors que leurs confrères plus âgés n'ont obtenu que 400 postes supplémentaires.

Au Québec, comme dans le Bas-Saint-Laurent, le taux de chômage des jeunes — pour l'Enquête sur la population active, les personnes âgées entre 15 et 29 ans — demeure évidemment supérieur à celui de l'ensemble de la population active. Quelques chiffres pour illustrer la situation relative au taux de chômage des jeunes du Bas-Saint-Laurent et à celui des jeunes de l'ensemble du Québec: il est respectivement de 9,8 % et de 10,9 %. Si on le compare au taux des autres travailleurs qui est de 8,8 % dans la région et de 7,0 % dans la province, on remarque que l'écart qui sépare le taux de chômage des jeunes de celui de l'ensemble de la population est moins important dans la région; c'est la troisième année que nous faisons un tel constat.

À souligner que la situation des jeunes a déjà été plus problématique, leur taux de chômage ayant déjà dépassé les 20 % dans la région. En fouillant un peu plus les chiffres, on se rend compte que leur participation au marché du travail ne progresse plus. Compte tenu de ces statistiques, on peut dire que leur situation s'est réellement appréciée en raison de la tenue du marché du travail mais aussi de la démographie.

1.6 L'emploi sectoriel

Pour évaluer le comportement des secteurs économiques, le tableau 4 de la section 2 annuelle présente les moyennes annuelles de 2006 selon seize secteurs d'activité pour le Québec et le Bas-Saint-Laurent. Dans la région, certaines catégories comportent peu d'emplois; lorsque c'est le cas, il est important de garder à l'esprit que les marges d'erreur s'accroissent inversement à la taille du secteur. Le tableau 6 fournit des informations additionnelles pour une quarantaine d'activités sectorielles au Québec.

1.6.1 Le Québec

Statistique Canada montre que le marché du travail québécois s'en est plutôt bien tiré avec 48 100 emplois supplémentaires en 2006, soit une hausse de 1,3 %. Dans ce contexte favorable, le taux d'emploi s'est établi à 60,2 %. Le grand *Secteur de la production de biens*, incluant le primaire, les services publics, la construction et la fabrication, soit 24 % des emplois, a perdu quelque 24 800 emplois entre 2005 et 2006. Pour sa part, l'avancée du marché du travail dans le *Secteur des services*, 76 % du marché du travail, a permis d'ajouter 73 000 nouveaux emplois. N'eut été la piètre performance des industries manufacturières qui a été la cause de la faiblesse du secteur de la production de biens, la performance québécoise aurait été digne de mention, ce qui est le cas dans le *Secteur des services*.

Dans l'ensemble des activités du **primaire**, à peine 3 % de l'emploi selon l'Enquête sur la population active, dominé sur le plan de l'emploi par l'*Agriculture*, la tendance a été positive dans tous les domaines à l'exception de la *Foresterie et exploitation forestière*. C'est du moins ce que nous démontrent les tableaux 4 et 6 de la section 2 annuelle. Pour les *Services publics*, incluant les activités d'Hydro-Québec, l'estimé donne, en 2006, un nombre de postes légèrement moins élevé que celui de l'an dernier.

Selon la Revue de l'activité dans l'industrie de la **construction** du 4e trimestre 2006, une publication de la CCQ (Commission de la construction du Québec), ce secteur a connu, en 2006, un léger repli pour clore l'année. En effet, l'organisme indique que la construction a enregistré près de 123,8 millions d'heures travaillées, un recul de 1 % par rapport à 2005. Toutefois, les 138 902 salariés actifs sur les chantiers de l'industrie représentent un volume de travailleurs 5 % plus important qu'en 2005. Les chiffres de l'Enquête sur la population active indiquent qu'entre les deux dernières années, l'emploi ne s'est relevé que de 4 % dans ce secteur. Selon cette source, cette industrie compte pour un peu plus de 4,9 % de l'emploi québécois.

Les industries **manufacturières**, touchées par des exportations moins volumineuses, n'ont pu maintenir la quantité de travail nécessaire à la fabrication des divers produits manufacturés au Québec. Au total, les divers domaines de la fabrication comptaient 581 300 postes en 2006, soit 5,6 % de moins qu'en 2005, ce qui représente 34 400 emplois manufacturiers en moins. Les maillons faibles en ont été principalement des secteurs de plus en plus concurrencés par l'émergence de nouveaux pays producteurs; il s'agit de la *Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac,* des *Usines de textiles et de produits textiles,* de la *Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues* de la *Fabrication de produits en bois*, de la *Fabrication du papier*, de l'*Impression et activités connexes de soutien*, de la *Fabrication de produits chimiques*, de la *Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc*, de la *Fabrication de produits minéraux non métalliques*, de la *Première transformation des métaux*, de la *Fabrication de produits métalliques*, de la *Fabrication de machines* et de la *Fabrication de produits informatiques et électroniques*. Enfin, ce sont la plupart des activités manufacturières qui ont écopé du contexte mondial défavorable. Les secteurs de la *Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques, de* la *Fabrication de matériel de transport* et de la *Fabrication de meubles et de produits connexes* constituent les principales industries créatrices d'emploi. Dans son ensemble, le secteur manufacturier regroupe 15,4 % du total de l'emploi, c'est un point de pourcentage de moins que l'an dernier.

Le **tertiaire**, qui regroupe, lui, plus de 76 % de l'emploi, est responsable de l'addition d'environ 73 000 emplois entre 2005 et 2006, compensant ainsi pour la piètre performance de certaines activités de fabrication. Ainsi, le processus de tertiairisation de l'économie s'est poursuivi au cours de la dernière année. Il y a, bien entendu, quelques services qui évoluent à contre-courant, à savoir, ceux de l'*Information, culture et loisirs,* de l'*Hébergement et services de restauration* et des *Autres services* (incluant les services de réparation). Les domaines liés à la consommation et aux dépenses des ménages, soit le *Commerce*, l'*Hébergement et services de restauration*, l'*Information, culture et loisirs* et les *Autres services* donnent le ton en 2006. Les *Transports et entreposage*, les *Finance, assurances, immobilier et location*, les *Services professionnels, scientifiques et techniques* et les *Services aux entreprises et services relatifs aux bâtiments* procurent également plus d'emplois en 2006. Il en va de même pour les services publics et parapublics qui incluent les *Services d'enseignement,* les *Soins de santé et assistance sociale* et les *Administrations publiques.*

1.6.2 Le Bas-Saint-Laurent

Au Bas-Saint-Laurent, l'information sectorielle fournie par Statistique Canada étant moins fiable et même absente pour quelques activités, nous devons nous rabattre sur d'autres sources d'information pour décrire les secteurs d'activités économiques et montrer leur évolution. Nous pensons, entre autres, aux événements qui sont survenus pendant la dernière année, aux données administratives ainsi qu'aux compilations du relevé d'entreprises d'Emploi-Québec et de ses partenaires communément appelé LIC.

Pour la région, la progression de l'emploi de la dernière décennie représente l'une des meilleures séquences de son histoire, même si elle a été entrecoupée de pauses en 2000 et 2002 et a subi un ralentissement en 2005. Ces années-là, la région a écopé des soubresauts de certaines activités économiques ralenties par les conjonctures nationale et nord-américaine, ce qui ne lui a pas permis de profiter de l'avancée du marché du travail au même titre que l'a fait l'ensemble du Québec.

En 2006, l'économie et le marché du travail du Bas-Saint-Laurent ont suivi la tendance de la plupart des autres régions du Québec. Le nombre d'emplois moyen y a été estimé à 92 000 postes, ce qui constitue un gain de 1 600 personnes occupées, comparativement à 2005. L'emploi à temps plein et surtout l'emploi à temps partiel ont montré des signes de reprise. Dans ce contexte, le grand *Secteur de la production de biens* (primaire, secondaire et services publics, 29 % des emplois) accroît ses effectifs malgré les 1 200 emplois de moins dans la *Fabrication* alors que le *Secteur des services* (tertiaire, 71 % des emplois) solidifie la structure économique de la région avec l'ajout de 1 300 postes.

Le secteur **primaire** comprend environ 9 % de l'emploi régional alors qu'il en englobait plus de 12 % au début des années 1990. Il occupe, avec l'agriculture et la forêt comme activités principales, une place prépondérante dans l'économie

régionale, comparativement à l'ensemble du Québec où il ne regroupe qu'à peine 3 % de l'emploi. La diversification caractérise le premier groupe (production ovine, porcine, maraîchère, acéricole, petits fruits, etc.) alors que les changements technologiques, la diminution des droits de coupe, les droits compensateurs imposés par les Américains et la raréfaction de la ressource ont produit des effets négatifs sur le second. À noter la présence d'un important producteur de tourbe, Premier Tech, qui mène d'importants projets de recherche. La pêche, quant à elle, occupe un peu plus de 100 personnes dans la région.

Pour les activités du secteur primaire, Statistique Canada souligne un recul d'environ 500 emplois, notamment dans les ***Autres branches du secteur primaire*** comprenant la foresterie. Le secteur de l'**agriculture** compte quelque 2 240 entreprises de production animale au Bas-Saint-Laurent. Environ 910 d'entre elles sont des fermes laitières et 585 d'élevage de bovins, 83 d'élevage porcins et 216 d'élevage ovins. Une dizaine d'autres spécialités complètent le tableau. Environ 800 unités de production végétales ou de fermes déclarant de telles productions, dont l'acériculture, la culture de la pomme de terre, celle des petits fruits, maraîchère, la production horticole et celle des arbres de Noël complètent le paysage agricole du Bas-Saint-Laurent.

Le niveau d'emploi dans les ***Autres branches du secteur primaire*** est estimé à 4 000 personnes dans la région par Statistique Canada. La principale activité de ce groupe demeure la forêt. Depuis la réduction des droits de coupe et les tarifs imposés par les Américains, plusieurs industriels ont réduit leur récolte forestière et les travaux d'aménagement habituellement requis en ont subi les conséquences. L'industrie forestière du Bas-Saint-Laurent est marquée par de nouvelles restrictions de droits de coupe par le Forestier en chef, ceci indiquant clairement que la forêt québécoise est surexploitée; les diminutions de droits de coupe atteignent plus de 30 % selon les MRC de la région.

L'Enquête sur la population active ne donne pas d'estimation pour les ***Services publics***. Toutefois, l'actualité économique recèle de grands projets pour le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie. Il s'agit de l'érection, d'ici 2012, de huit parcs éoliens, dont trois pour la MRC de Matane, lesquels devraient procurer 250 emplois pendant la construction. Celui de Baie-des-Sables a vu le jour en 2006. De plus, Hydro-Québec est actuellement en appel d'offres pour 2 000 MW d'énergie d'origine éolienne supplémentaires. La durée des contrats variera entre 15 et 25 ans. Dans la foulée de cette annonce, plusieurs initiatives des secteurs privé, municipal, coopératif et communautaire prennent forme et tissent la structure de cette activité dans la région.

Dans la **construction**, Statistique Canada signale un ralentissement (environ 500 personnes) du nombre de personnes occupées dans l'industrie. Les statistiques de la CCQ révèlent qu'en 2006, les heures travaillées sur les chantiers de la région ont diminué de 6 %. Une baisse de 43 % du secteur industriel marque l'actualité. Toutefois, le nombre de salariés actifs domiciliés dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie est en hausse de 8 %. Il faut voir que plusieurs travailleurs de la construction vivant en région oeuvrent ailleurs au Québec, notamment dans les grands chantiers. D'importants travaux liés à l'éolien devraient maintenir l'activité pour les travailleurs de la construction de l'Est du Québec. De plus, un projet majeur pourrait se matérialiser et créer de nombreux emplois. TransCanada Pipelines et Pétro-Canada projettent la construction d'une usine de gaz naturel liquéfié à Gros-Cacouna, un gigantesque projet évalué à plus de 700 M$ et qui devrait créer entre 500 et 1 000 emplois durant la phase de construction et générer par la suite entre 30 et 50 emplois permanents pour l'exploitation de l'usine.

Chantiers importants – 4e trimestre 2006, Bas-Saint-Laurent

Site	Type de construction	Valeur (M$)
La Pocatière	Centre Notre-Dame de Fatima, agrandissement	7,0
Mont-Joli	Centre mitissien de santé et de services communautaires	16,7
Mont-Joli	Modernisation de l'aéroport	5,0
Price	Infrastructures municipales	12,0
Price	Réfection route 234	14,5
Pointe-au-Père	Réfection de quai	8,0
Rimouski	Magasin Réno-Dépôt	20,0
Rimouski	Gérard Morneau, Immeuble à bureaux	5,0
Rimouski	Rénovation – Conservatoire de musique	5,1
Rivière-du-Loup	Centre de services Desjardins	8,0
Rivière-du-Loup (MRC)	Parc éolien, Sky Power	370,0
Rivière-du-Loup	Alimentation en eau potable	6,2
Rivière-du-Loup/Dégelis	Réfection de la route 185	108,0
Rivière-Ouelle	Assainissement des eaux	27,3
Saint-Alexandre	Modernisation d'usine – Aliments Asta	6,3
Saint-André-de-Kamouraska	Infrastructures municipales	9,0
Sainte-Luce/Mont-Joli	Prolongement de l'autoroute 20	12,7
Trois-Pistoles	Usine de traitement des eaux	6,5
Trois-Pistoles/St-Roch-des-Aulnaies	Lignes téléphoniques	6,3

Le **secteur manufacturier**, ou secteur de la fabrication selon l'appellation du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), regroupait 14,1 % de l'emploi régional en 2006 selon l'Enquête sur la population active. Environ 500 entreprises composent l'ensemble de l'industrie manufacturière. Les industries des aliments, du bois et des pâtes et papier en sont les éléments moteurs. Les équipements de transport, la première transformation des métaux et les produits métalliques sont des secteurs où l'on retrouve des entreprises plutôt dynamiques. Ce groupe, associé à celui de la métallurgie et de la soudure, revendique la seconde place du manufacturier, derrière le bois, et le dépassera vraisemblablement. Un relevé du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation indique la présence de 90 entreprises exportatrices dans la région, lesquelles donneraient du travail à près de 4 000 personnes.

Les quelque 14 100 emplois qu'on retrouve dans ce secteur marquent une croissance d'environ 1 200 postes sur 2005. Outre la faiblesse dans le secteur du bois d'œuvre, une industrie concentrée dans quelques MRC, un certain dynamisme caractérise le manufacturier régional qui évolue ainsi à contre-courant de la tendance nord-américaine. Deux événements freinent cependant ce dynamisme. D'une part, l'industrie du bois d'œuvre est aux prises avec une crise profonde causée par divers facteurs, ce qui a entraîné la perte de plusieurs centaines d'emplois et exigera une restructuration des usines existantes. D'autre part, l'emploi a aussi fléchi dans l'industrie du matériel de transport (Bombardier à La Pocatière) et les dernières annonces ne ramèneront pas le niveau d'emploi à la pleine capacité de l'usine pocatoise.

L'industrie **agroalimentaire** bas-laurentienne se démarque par une croissance continue. Pour n'en donner que quelques exemples, mentionnons la nouvelle usine de fabrication de flocons d'érable Decacer de Dégelis où un deuxième quart de travail est ajouté qui créera 20 nouveaux emplois. L'usine consommera 1 million de livres de sirop en 2007 et 1,7 en 2008. À noter que le Bas-Saint-Laurent est la deuxième région acéricole au Québec avec 6,5 millions d'entailles. Pour sa part, l'Union des producteurs agricoles du Bas-Saint-Laurent a confirmé la construction, à Saint-Gabriel, d'une usine de transformation des viandes d'agneau et de bouvillon), un investissement de 3,5 M$. L'usine créera une cinquantaine d'emplois. Malgré la crise actuelle dans l'industrie porcine, Aliments Asta de Saint-Alexandre désire pour sa part augmenter sa production de 15 000 à 20 000 porcs par semaine. Pour ce faire, 100 personnes ont été embauchées et une quarantaine d'autres le seront bientôt pour constituer un effectif total de 440 employés.

Bien que le secteur du **sciage** vive des problématiques importantes, l'Observatoire de la foresterie du Bas-Saint-Laurent estime que la fabrication de produits en bois montre des signes positifs en raison de l'émergence de la seconde transformation. En effet, le nombre de travailleurs dans les usines de la région serait passé de 4 000 environ en 1994 à plus de 5 000 en 2003.

Les droits compensateurs sur la valeur du bois d'oeuvre canadien exporté aux É.-U. auraient touché plus de 600 postes au Bas-Saint-Laurent selon le Conseil de l'industrie forestière du Québec. Malgré la fin de cette épopée, l'industrie demeure contrainte par la force du dollar canadien, de nouvelles restrictions de droits de coupes (30 %) imposées par le Forestier en chef et l'effondrement du marché américain du bois ouvré. De toute évidence, une restructuration de l'industrie

s'impose. À la lumière du plan de restructuration annoncé par GDS ou de celui élaboré par la Gaspésie, une unité de production sur deux risque de disparaître. Seules des unités plus productives pourront s'adapter aux règles du marché. Heureusement, le virage des industriels vers les deuxième et troisième transformations demeure la planche de salut de l'industrie bas-laurentienne.

Sans pour autant compenser les problèmes du secteur du bois d'œuvre, d'autres investissements marquent le secteur au niveau des deuxième et troisième transformations. Lepage Millwork réinvestit 3 M$ afin d'agrandir et moderniser sa surface de production et ses infrastructures administratives. L'entreprise, qui comptait 65 personnes lors de son acquisition par monsieur Guy Bonneville en 2001, en embauche actuellement 215 et devrait d'ici cinq ans en compter près de 300. Bois BSL planche sur un projet de 8 M$ à Chandler pour un complexe industriel et énergétique: une unité de débitage pour alimenter ses usines de Matane et Mont-Joli, une unité de bûches énergétiques et une unité de granules pour la cogénération destinées principalement au marché européen, pour une création de 60 emplois directs et 30 indirects. Le groupe français Theolia est associé au projet. Plusieurs étapes restent cependant à franchir avant que le tout se concrétise.

La situation nord-américaine dans les ***Pâtes et papier*** demeure inquiétante. Après les fermetures des usines de Chandler, New-Richmond en Gaspésie, Bathurst au Nouveau-Brunswick et certaines dans le Bas-Saint-Laurent, et ce sans compter les autres fermetures et réductions de personnel au Québec, des inquiétudes persistent pour les quelques papetières de la région. De plus, Abitibi-Consolidated a annoncé 750 mises à pied dont un bon nombre sur la Côte-Nord. Ces dernières touchent des travailleurs de la région dont le travail est lié à l'exploitation de la forêt dans cette région.

Dans la ***Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc***, un an après son ouverture, l'usine Composite VCI de Matane prend de l'expansion. En effet, suite à l'obtention d'un contrat pour la construction de 250 nacelles d'éoliennes pour les États-Unis, l'usine embauche 30 personnes supplémentaires et devrait investir environ 500 000 $ pour répondre à cette nouvelle demande. La prévision devrait porter le nombre total d'emplois créés dans la région à 83.

La ***Fabrication de produits métalliques*** s'impose de plus en plus dans la région et en Gaspésie avec la fabrication de tours destinées aux projets éoliens. Marmen de Trois-Rivières opère deux usines à Matane, ce qui a permis de créer au total 165 emplois. L'une des usines servira à la fabrication des tours alors que l'assemblage des nacelles se fera dans la l'autre.

Dans la ***Fabrication des équipements de transport***, la bonne nouvelle provient de l'annonce par Bombardier de l'obtention de deux contrats. Le gouvernement du Québec a octroyé sans appel d'offres à Bombardier un contrat de 1,2 G$ pour la fabrication de 360 wagons du métro de Montréal. Ce contrat assurera du travail à 350 personnes pour une période de huit ans. Avant même cette annonce, les employés apprenaient l'obtention du contrat de fabrication, d'une valeur de 500 M$, de 406 voitures pour le métro de Chicago, assorti d'une option pouvant aller jusqu'à 800 voitures. L'obtention de ces contrats entraînera des investissements majeurs en matériel à l'usine de La Pocatière qui utilisera une nouvelle technique de soudage au laser, ce qui rendra l'entreprise encore plus productive. Pour couronner le tout, en septembre, le conseil municipal de la ville de Toronto a approuvé l'octroi d'un contrat de 710 M$ à Bombardier pour la construction de 234 wagons de métro. C'est l'usine de Thunder Bay qui procèdera à l'assemblage des voitures alors que celle de La Pocatière exécutera une partie des travaux. Toutefois, ces nouvelles pour la région pourraient être assombries, si elle se concrétisait, par la déclaration d'intention, du Groupe maritime Verreault de fermer son chantier maritime de Les Méchins qui emploie 200 personnes. Le groupe invoque un important besoin financier et, en l'absence d'aide gouvernementale, le chantier deviendrait, selon sa présidente, non concurrentiel.

Dans l'industrie du **meuble**, après un investissement de 3 M$ en 2005, l'entreprise Miralis de Saint-Anaclet, près de Rimouski, spécialisée dans la fabrication d'armoires de cuisine, procède à une expansion en construisant un nouvel entrepôt afin d'augmenter sa capacité de production et d'accroître son espace d'entreposage de produits finis. Il s'agit d'un investissement de 1,6 M$. Miralis compte doubler sa production d'ici trois ans. Présentement, l'entreprise emploie 170 personnes mais, avec l'augmentation de sa capacité de production, elle prévoit embaucher 50 nouveaux travailleurs.

*(Une **liste plus complète d'événements** apparaît à la fin de cette section pour le bénéfice du lecteur désirant aller plus loin dans sa lecture de l'actualité économique régionale de l'année 2006.)*

Le secteur **tertiaire** est fort présent dans l'économie du Bas-Saint-Laurent. Selon l'Enquête sur la population active, plus de 71 % des emplois s'y retrouvent. Les activités **tertiaires liées à la production**, ou services productifs, regroupent environ 15 % des emplois de la région. Quelque

500 de ceux-ci se seraient ajoutés entre 2005 et 2006 dans les secteurs du *Transport et entreposage*, de la *Finance, assurances, immobilier et location* et des *Services professionnels scientifiques et techniques*. Le premier de ces secteurs est fortement tributaire des entreprises commerciales et industrielles et, de ce côté, l'activité de l'année 2006 semble performante. Quant au second, la période de rationalisation des effectifs serait chose du passé. Le troisième de ces secteurs ainsi que celui des *Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien*, pour lequel Statistique Canada ne fournit pas d'estimation, sont des domaines en croissance qui bouillonnent d'activité. À titre d'exemple, pensons aux *Services professionnels, scientifiques et techniques* où une multitude d'entreprises qui oeuvrent dans le domaine de l'Internet, du multimédia et du commerce électronique créent leur niche au gré de la demande et ont pignon sur rue dans les CNE (Carrefours de la nouvelle économie) de Rimouski et de Rivière-du-Loup. Le développement des biotechnologies et des sciences de la mer se concrétise par des initiatives du Centre de recherche sur les biotechnologies marines, à Rimouski.

Un projet majeur a franchi, en 2006, une autre étape vers sa concrétisation dans le transport par pipeline. TransCanada Pipelines et Pétro-Canada projettent la construction d'une usine de gaz naturel liquéfié à Gros-Cacouna. Le coût du projet est évalué à 700 M$. Il devrait permettre de créer entre 500 et 1 000 emplois durant la phase de construction et générer par la suite entre 30 et 50 emplois permanents pour l'exploitation de l'usine. Ce projet nécessite la construction d'un pipeline devant acheminer le gaz naturel vers les marchés. Les chances de réalisation sont relevées suite aux recommandations conjointes du BAPE et de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale et celles de Transport Canada sur la sécurité des installations. Restera à régler la question du pipeline.

Le **tertiaire lié à la consommation** regroupe quelque 32 % des emplois de la région. En 2006, Statistique Canada indique que les ménages auraient restreint leur consommation si on se fie aux chiffres de l'emploi des secteurs du *Commerce*, de *l'Information, culture et loisirs*, et des *Autres Services*. Seul l'*Hébergement et services de restauration* a maintenu une niveau d'emploi supérieur à l'an dernier. À noter que la chaîne Rona a ouvert un magasin-entrepôt Réno-Dépôt de 20 M$ au voisinage du magasin Wal-Mart de Rimouski; 200 employés devraient y trouver de l'emploi. Pour sa part, le groupe GP a annoncé un projet de modernisation de son supermarché de Mont-Joli et construira aussi un édifice à bureaux à Rimouski : 22,5 M$ d'investissements qui relanceront vraisemblablement les activités commerciales en 2007. Le centre d'appels de Telus Mobilité à Rimouski a ajouté, en 2006, une centaine de nouveaux emplois à la cinquantaine déjà en poste. Cet ajout de personnel fait partie d'une entente intervenue entre le gouvernement du Québec et Telus Québec qui s'est engagée à investir 500 M$ et à créer 800 emplois au Québec, dont 400 à Rimouski.

Dans les **services public et parapublic**, le domaine des *Soins de santé et assistance-sociale* occupe de plus en plus de personnes et regroupe, en 2006, plus de 13 % des emplois de la région. Les *Administrations publiques* et les *Services d'enseignement* complètent ce groupe qui, au total, a procuré 500 emplois supplémentaires en 2006. En raison des nombreux départs à la retraite, plusieurs opportunités d'emploi peuvent être envisagées pour les prochaines années.

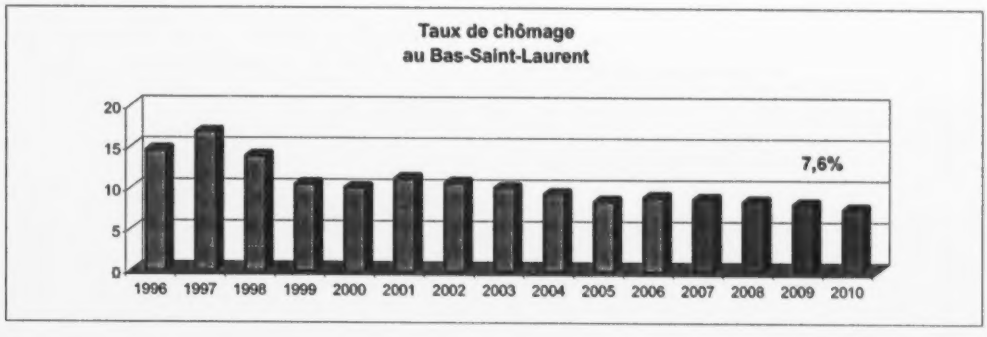
1.7 Les perspectives pour le Bas-Saint-Laurent

Les perspectives sectorielles pour le Bas-Saint-Laurent: le court terme. D'une part, les perspectives du marché du travail du Bas-Saint-Laurent demeurent intéressantes en raison de nombreux projets en cours et/ou à venir. Voici quelques exemples pour illustrer la situation. Plusieurs projets domiciliaires, commerciaux, industriels, de travaux routiers et de chantiers éoliens alimentent l'industrie de la construction. En agroalimentaire, dans la deuxième transformation du bois, dans les secteurs liés à la métallurgie et dans les technologies de l'information, plusieurs entreprises embauchent du nouveau personnel. Soulignons également plusieurs projets annoncés dans les domaines maritime, diamantaire et éolien, sans oublier les biotechnologies marines et le tourisme.

D'autre part, certains événements apportent une ombre au tableau. Après que la région ait été marquée par des diminutions de droits de coupe et les droits compensateurs, le Forestier en chef a de nouveau indiqué que les droits de coupes seraient à nouveau réduits de 30 % et plus. De plus, l'industrie du bois demeure contrainte par la force du dollar canadien, les nouvelles restrictions de droits de coupes et l'effondrement du marché américain du bois ouvré. Une restructuration de l'industrie s'impose, ce qui engendrera des fermetures et des pertes d'emploi. L'actualité frappe également l'agroalimentaire car le marché malmène la production et la transformation du porc. Finalement, malgré l'obtention de nouveaux contrats et des investissements majeurs à l'usine de La Pocatière, l'emploi chez Bombardier ne devrait pas retrouver son niveau d'antan. En effet, celle-ci n'assurera du travail qu'à 300 à 400 personnes à compter de 2008.

Pour l'instant, les emplois dénombrés en 2006 dépassent toujours ceux de 2005 et demeurent supérieurs à 90 000 pour une troisième année d'affilée. Ainsi, nous entrevoyons que le marché du travail de la région demeurera plutôt vigoureux et connaîtra ainsi ses meilleurs moments depuis le début des années 2000. À moyen terme, ce qui inquiète c'est la situation qui prévaut dans les pâtes et papier en Amérique du Nord.

Le moyen terme. Pour les prochaines années, soit la période 2006-2010, le nombre total d'emplois dans l'économie régionale devrait augmenter au rythme de 0,9 % par année, un rythme inférieur à celui du Québec qui devrait atteindre 1,3 %, cela en raison d'une augmentation d'environ 4 300 emplois à prévoir dans la région. Comme nous l'avons vu précédemment, cette progression de l'emploi contribuera à ralentir le chômage.



Tous les secteurs d'activités économiques ne participeront pas également à la croissance prévue de l'emploi. Le secteur primaire sera à la traîne (-0,7 %) malgré les efforts consacrés au maintien de l'emploi en exploitation forestière, une situation légèrement en recul en agriculture et possiblement quelques emplois supplémentaires dans le secteur minier. Les domaines des services publics et de la construction bénéficieront de l'apport des chantiers éoliens, ce qui entraînera un bon nombre de nouveaux emplois.

Perspectives sectorielles 2006-2010 Taux de croissance annuel moyen (%) de l'emploi au Bas-Saint-Laurent	
Primaire	-0,7
Services publics/construction	2,0
Fabrication	0,3
Biens non durables	1,0
Biens durables	0,0
Secondaire	0,8
Tertiaire consommation	1,2
Tertiaire production	1,8
Tertiaire public et parapublic	0,8
Tertiaire (ensemble)	1,2
Ensemble des secteurs	0,9

Dans le secteur manufacturier, l'emploi progressera plus rapidement dans la fabrication de biens non durables (1,0 %); le domaine agroalimentaire en sera en partie responsable. La fabrication de biens non durables inclut la *Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac*, les *Usines de textiles et de produits textiles*, la *Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues*, la *Fabrication du papier*, la *Fabrication de produits chimiques*, la *Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc*, l'*Impression et activités connexes de soutien* et les *Activités diverses de fabrication.*
La fabrication de biens durables, dans son ensemble, stagnera. D'un côté, l'industrie du bois et le matériel de transport ralentiront l'emploi manufacturier et, de l'autre, la fabrication de composantes d'éoliennes et les produits métalliques procureront de nouveaux emplois. La fabrication de biens durables comprend la *Fabrication de produits en bois*, la *Fabrication de produits minéraux non métalliques*, la *Première transformation des métaux*, la *Fabrication de produits métalliques*, la *Fabrication de machines*, la *Fabrication de produits informatiques et électroniques*, la *Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques*, la *Fabrication de matériel de transport* et la *Fabrication de meubles et de produits connexes.*

Dans le secteur tertiaire, qui fournit près des trois quarts des emplois de la région, la progression du marché du travail attendue se situe au-dessus de la moyenne. Elle devrait fournir 3 900 nouveaux postes entre 2007 et 2010. Les industries tertiaires liées à la consommation progresseront à un rythme de 1,2 %, bien que le secteur commercial fournira à lui seul un millier de postes supplémentaires.

Les domaines performants demeurent les *Services professionnels, scientifiques et techniques* ainsi que la *Gestion d'entreprise, services administratifs et autres services* qui dominent, en termes relatifs, toutes les autres spécialités. Ainsi, les activités tertiaires liées à la production enregistreront un taux de croissance annuel moyen de 1,8 %. Les technologies de l'information et des communications contribueront également à ce résultat anticipé.

Les *Services de l'enseignement* et les *Administrations publiques* feront du surplace à cause d'importantes baisses de la population scolaire et de la poursuite des rationalisations dans les administrations publiques. Comme les *Services de santé et assistance sociale* continueront de progresser (2,2 %) en raison du vieillissement de la population, l'emploi dans le secteur tertiaire public et parapublic évoluera au rythme annuel de 0,8 %.

Le remplacement de la main-d'oeuvre et les postes à combler entre 2006 et 2010. Pour les prochaines années, en plus de ceux issus de la création d'emplois, plusieurs postes seront à combler en raison du remplacement de la main-d'œuvre qui quittera pour la retraite. Les informations de la Régie des rentes du Québec nous permettent d'estimer qu'au Bas-Saint-Laurent entre 12 000 et 13 000 personnes prendront celle-ci d'ici cinq ans. Bien sûr, ces retraités ne seront pas tous remplacés, mais cette information laisse présager une importante demande de main-d'œuvre. Les *Perspectives professionnelles d'Emploi-Québec 2006-2010* nous indiquent que les compétences recherchées par le marché du travail seront, dans 20,9 % des cas, pour du personnel de niveau gestion et professionnel, 62 % de niveau technique et intermédiaire et seulement 17,1 % de niveau élémentaire alors que les personnes qui reçoivent des prestations d'assurance-emploi ont, dans 23 % des cas, des compétences de niveau élémentaire et, pour 37 % d'entre elles, de niveau intermédiaire.

Dans un autre ordre d'idée, les acteurs en matière d'économie et d'emploi constatent de plus en plus de **besoins de main-d'oeuvre difficiles à combler** au Bas-Saint-Laurent, et ce, malgré qu'il y ait 14 878 personnes à l'assurance-emploi, 3 405 personnes prestataires de l'aide de dernier recours sans contraintes à l'emploi et que 8 518 vacances soient signalées au Service de placement en ligne d'Emploi-Québec. Quelques exemples: en métallurgie, principalement dans Matane, en foresterie dans La Matapédia et le Kamouraska malgré la crise forestière, pour des ouvriers de carrière, des ébénistes et des travailleurs de l'agroalimentaire dans le Témiscouata et Rivière-du-Loup, dans les domaines de la vente et des technologies de l'information dans Rimouski-Neigette, dans le travail agricole, la santé et la construction sur tout le territoire, des postes sont difficiles à combler. Quant à elle, la MRC de Rivière-du-Loup semble particulièrement touchée par une pénurie de main-d'oeuvre de tout ordre.

1.8 Quelques événements pouvant influencer l'activité économique et le marché du travail au Bas-Saint-Laurent

Agriculture et services agricoles (SCIAN 10)

Le Bas-Saint-Laurent compte quelque 2 340 fermes dont 1 050 sont des fermes laitières et 470 d'élevage bovins et ovins.

Une entreprise de production de volailles, Productions agricoles Ouellet du Nouveau-Brunswick, cède ses activités à un groupe formé de Purdel, du Groupe Dynaco et de la Coop Fédérée qui, sous la raison sociale de Volailles Acadia, une société en commandite, produira des poulets, des dindons et du porc et fera le transport d'aliments pour animaux.

La réalisation d'un incubateur d'entreprises en transformation alimentaire à La Pocatière doit être la pièce maîtresse de l'agrobiopole du Bas-Saint-Laurent. Le Centre de développement bioalimentaire du Québec fait partie d'un secteur stratégique pour la région.

Foresterie et exploitation forestière (SCIAN 113)

Après qu'elle ait été affectée par les recommandations de la Commission Coulombe qui ont entraîné des diminutions de droits de coupe de l'ordre de 20 %, et les droits compensateurs américains qui pénalisaient les exportateurs de bois d'œuvre québécois, le Forestier en chef a indiqué à nouveau que la forêt québécoise était surexploitée. Il a annoncé que les droits de coupe seraient à nouveau réduits de 30 % et plus au Bas-Saint-Laurent au cours des prochains mois.

Dans cette foulée, un Plan de soutien du secteur forestier a été dévoilé le 20 octobre 2006. On y prévoit des investissements de 721,8 M$ dont 54,8 M$ en soutien aux travailleurs, 45 M$ à celui des communautés, 197 M$ pour explorer une nouvelle approche de gestion forestière et 425 M$ en support aux entreprises affectées.

Pour revaloriser le travail forestier, la Fédération des organismes de gestion en commun et l'Agence de mise en valeur des forêts privées de la région ont mis en place une mesure garantissant aux travailleurs un salaire de base plutôt qu'à forfait. Environ 500 personnes seront bénéficieront de cette mesure qui vise principalement à améliorer leurs conditions d'emploi.

Abitibi-Consolidated mettra fin, en mars 2007, à son contrat avec Forêt modèle Bas-Saint-Laurent pour l'exploitation par des métayers de la forêt sur les seigneuries Nicolas-Rioux et Mitis. Selon la papetière, la formule ne permet pas d'optimiser la récolte de produits forestiers sur les deux territoires.

Rappelons que la forêt privée du Bas-Saint-Laurent couvre 50 % du territoire boisé exploitable et fournit 40 % de l'approvisionnement aux usines.

Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz) (SCIAN 212)

Au début de 2006, l'usine d'ardoise Glendyne de Saint-Marc-du-Lac-Long a été la proie d'un incendie alors que ses 300 travailleurs étant déjà en arrêt de travail. Alors que les opérations de l'ardoisière ne devaient reprendre qu'à la mi-mars, une partie de la production a repris fin janvier. Une centaine d'employés ont été rappelés pour cette reprise partielle alors que le reste du personnel a été rappelé au mois de mars. L'entreprise est constamment en mode recrutement et une vingtaine de travailleurs colombiens sont venus à sa rescousse en comblant certains de ses besoins de main-d'oeuvre.

Services publics (SCIAN 221)

Le gouvernement du Québec et Hydro-Québec ont annoncé l'érection, d'ici 2012, de huit parcs éoliens et la construction de deux usines de fabrication de composantes d'éoliennes, l'une à Gaspé et l'autre à Matane. Ces projets totaliseront 1,9 G$ d'investissements. Pour la MRC de Matane, il s'agit de trois parcs éoliens (250 emplois environ pour chacun pendant la construction), d'une usine de fabrication de tours pouvant créer près de 160 emplois et d'une autre de fabrication de nacelles qui doit fournir près de 700 nacelles pour la fabrication desquelles une trentaine de personnes devraient être embauchées.
Déjà, Cartier Wind Energy a réalisé le premier parc éolien de 100 MW à Baie-des-Sables en 2006. L'installation de 73 éoliennes, au coût de 170 M$, a permis l'embauche d'environ 200 personnes alors qu'une dizaine de travailleurs seront requis pour l'entretien.

De façon à intégrer à son réseau les futurs parcs éoliens, Hydro-Québec construira une ligne de 230 kV de six kilomètres au poste de Saint-Ulric/Saint-Léandre dans la MRC de Matane. Les travaux, estimés à 8 M$, doivent être complétés en août 2007; d'autres seront nécessaires afin que la production des deux futurs parcs éoliens soit acheminée vers le poste de Rimouski. Dès 2008, Hydro-Québec procèdera à la construction d'une nouvelle ligne de 230 kV de 60 kilomètres reliant le poste de Rimouski à celui de Les Boules.

Le développement éolien prendra sa vitesse de croisière en 2007 avec le dépôt en mai, par Hydro-Québec, du deuxième appel d'offres de 2000 MW. Cet appel d'offres a pour objet l'achat d'énergie d'origine éolienne, produite à partir de parcs éoliens situés au Québec. La durée des contrats variera entre 15 et 25 ans et ceux-ci exigeront des investissements de 3 G$ et créeront environ 4 800 emplois pour la construction. Les besoins sont répartis de la façon suivante :

- 300 MW, débutant le 1er décembre 2009;
- 400 MW, débutant le 1er décembre 2010;
- 400 MW, débutant le 1er décembre 2011;
- 450 MW, débutant le 1er décembre 2012;
- 450 MW, débutant le 1er décembre 2013.

Présentement, plusieurs projets sont sur la planche à dessin au Bas-Saint-Laurent. Malgré les tribulations qu'elle suscite, l'industrie du vent apprend à naviguer. Voici quelques-uns de ces projets :

- SkyPower dans la région de Rivière-du-Loup: 350 M$, 135 éoliennes;
- Horizon Legacy de Toronto et la MRC Rimouski-Neigette: 200 M$, 50 éoliennes;
- TransCanada Pipelines et le groupe communautaire SIDEM dans la Vallée de la Matapédia:104 éoliennes;
- TransCanada Pipelines et la ZEC du Bas-Saint-Laurent: 200 M$, 51 éoliennes;
- TransCanada Pipelines: 89 éoliennes à Saint-Hubert et Saint-Honoré.

Finalement, la MRC La Mitis veut également devenir producteur d'énergie renouvelable. Elle désire acquérir deux mini-centrales sur la rivière Métis et devenir partenaire de parc éolien pour 250 MW d'énergie communautaire. Un parc récréo-touristique sera aussi développé.

Construction de bâtiments (SCIAN 236)

Le Groupe Michel Cadrin a annoncé le projet *Pohénégamook sur le Lac*, un projet de construction de maisons de campagne qui comprend 136 terrains disponibles. L'investissement total sera de 40 M$.

Atena Groupe-conseil, une coopérative de travail, réalise présentement des négociations avec la Société d'habitation du Québec et la Ville de Rimouski pour le projet de construction d'un édifice de treize étages devant abriter 80 unités de logements dans le centre-ville de Rimouski, au coût d'environ 10 M$.

La Ville de Matane réalise de nouvelles négociations avec le ministère de la Culture et des communications du Québec pour le projet de construction, au coût d'environ 9 M$, d'une salle de spectacles sur un terrain adjacent au Cegep de l'endroit.

Développement Bégin et Ouellet réalise les travaux de la phase 1 de construction d'un complexe domiciliaire de 56 unités de condominiums et de 35 chalets *Domaine Témis sur le Lac* sur les rives du Lac Témiscouata, au coût d'environ 15 M$.

Le promoteur Bernard Simard construit, au coût d'environ 4 M$, 108 unités de logements locatifs pour travailleurs à l'entrée du parc industriel de Rivière-du-Loup.

La ville de Rimouski va de l'avant avec l'agrandissement et la rénovation du Colisée au coût de 6 M$ et la construction de 60 logements sociaux sur la 2e rue à Rimouski.

Travaux de génie civil (SCIAN 237)

Après le prolongement de l'autoroute 20 dans l'Est à partir de Sainte-Luce jusqu'à Mont-Joli, au coût de 16 M$, le tronçon entre Cacouna et Trois-Pistoles a été autorisé. Les travaux débuteraient en 2008.

Les travaux de prolongement de l'autoroute 185 entre Cabano et Saint-Louis-du-Ha!Ha! ont été amorcés. L'entreprise Gervais Dubé de Trois-Pistoles a obtenu le contrat au montant de 4,3 M$. Par la suite, un pont sera construit au-dessus de la Rivière Cabano au coût de 5,8 M$ par l'entreprise Pomerleau.

Un événement majeur demeure le lancement officiel de la construction de la centrale hydroélectrique Eastmain 1-A. Il est de notoriété publique que ces grands travaux d'infrastructures recrutent des travailleurs à la grandeur du Québec, dont un bon nombre du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie.

Entrepreneurs spécialisés (SCIAN 238)

Héneault et Gosselin a décidé d'offrir ses services de soulèvement de structures à la Nouvelle-Orléans. Une première équipe de huit travailleurs a été déplacée en Louisiane afin d'aider à reconstruire les fondations de maisons endommagées par l'eau et la boue. Une trentaine d'autres se joindront à eux début 2007. L'entreprise souhaite ainsi prolonger la période d'emploi de ses employés et fournir du travail à d'anciens travailleurs forestiers touchés par la crise du bois d'œuvre.

Fabrication d'aliments (SCIAN 311)

Spécialisée dans la transformation de la grosse crevette, l'usine matanaise Les Fruits de mer de l'Est du Québec cesse sa production pour une période de six semaines pendant l'été. Une entente a été conclue afin de reconduire la convention collective des employés jusqu'en 2008.

L'Union des producteurs agricoles du Bas-Saint-Laurent s'est associée à la firme Délimax de Saint-Hyacinthe pour la réalisation de son projet de Centre de transformation des viandes à Saint-Gabriel, un investissement de 3,5 M$ et une cinquantaine d'emplois créés. Dans un premier temps, on vise la coupe de viandes fraîches pour la restauration et l'exportation et par la suite la production de charcuteries et de plats cuisinés.

En opération depuis 10 ans à Saint-Fabien, l'usine de transformation de produits marins (oursins, bigorneaux, clams et palourdes) Échinord ferme ses portes; une cinquantaine d'employés perdent leur emploi.

L'usine de fabrication de flocons d'érable Decacer, située dans l'entrepôt de la Fédération des producteurs acéricoles du Québec à Dégelis, produit à plein régime. L'entreprise fournit du travail à une vingtaine de personnes. Un deuxième quart de travail a été ajouté à l'automne, ce qui a permis la création de 20 nouveaux emplois. L'usine transformera 1 million de livres de sirop en 2007 et 1,7 en 2008.

Après avoir investi 6 M$ dans l'agrandissement de ses infrastructures et augmenté son effectif de plus de 100 employés en 2003, le propriétaire de l'entreprise Aliments Asta de Saint-Alexandre a injecté un autre 15 M$ pour la modernisation de ses équipements et la construction d'une nouvelle salle de coupe, quatre fois plus grande que l'ancienne. Une centaine de nouveaux travailleurs ont été embauchés. Confiante que le marché demeurera favorable, l'entreprise prévoit faire passer le nombre de ses employés à 400 au printemps 2007. L'entreprise exporte les deux tiers de sa production qui vient de s'accroître à 20 000 porcs par semaine.

Fabrication de vêtements (SCIAN 315)

Les Ateliers Léopold-Desrosiers de Matane investissent dans la construction d'un entrepôt qui pourra éventuellement être transformé en atelier de travail. Le centre de travail adapté fournit de l'emploi à une centaine de personnes dans les domaines de la couture et de la conciergerie. On y fabrique des briquettes allume-feu en plus d'y produire du bois d'allumage et d'opérer un atelier de destruction de papiers confidentiels. De nouveaux emplois pourraient éventuellement être créés.

Fabrication de produits en bois (SCIAN 321)

Les droits compensateurs sur la valeur du bois d'oeuvre canadien exporté aux É.-U. auraient touché plus de 600 postes au Bas-Saint-Laurent selon le Conseil de l'industrie forestière du Québec. Malgré la fin de cette épopée, l'industrie demeure contrainte par la force du dollar canadien, de

nouvelles restrictions de droits de coupes (30 %) par le Forestier en chef et l'effondrement du marché américain du bois ouvré. De toute évidence, une restructuration de l'industrie s'impose. À la lumière du plan de restructuration annoncé par GDS ou celui élaboré par la Gaspésie, une unité de production sur deux risque de disparaître. Seules des unités plus productives pourront s'adapter aux règles du marché. Heureusement, le virage des industriels vers les deuxième et troisième transformations demeure la planche de salut de l'industrie régionale.

À peine deux ans après son ouverture, l'usine de planchers de bois franc de Sainte-Florence du Groupe Cedrico ferme ses portes. La forte concurrence asiatique et la force du dollar canadien seraient à l'origine des difficultés rencontrées par l'entreprise qui employait 45 travailleurs.

Dans son plan de restructuration, la compagnie Uniboard de Sayabec a procédé à la fermeture d'une ligne de production, entraînant la mise à pied de plus de 200 travailleurs. De plus, l'entreprise se préparait à abandonner la production de copeaux mais pour sauvegarder une quinzaine d'emplois, il a été convenu de poursuivre jusqu'à épuisement des stocks. Toutefois, en juin 2006, Uniboard Canada a relancé sa ligne de production no.1 et a procédé au rappel de plus de 80 personnes. De plus, l'entreprise réinvestira 1 M$ pour la relance de cette ligne. La baisse des prix de la matière première, la réduction des coûts de production et la fermeture de l'usine Tafisa Canada à Lac-Mégantic ont aidé. Cette relance est aussi une bonne nouvelle pour les usines de sciage régionales qui retrouveront en partie un débouché pour leurs sous-produits tels la sciure, et également pour le principal transporteur d'Uniboard, Transport Jenkins d'Amqui qui avait dû mettre à pied 50 employés à la suite de la fermeture de l'an dernier. Uniboard effectuera des investissements de 7 à 10 M$ au cours de la prochaine année afin de moderniser ses équipements et de diminuer ses coûts de production. L'entreprise, maintenant affiliée au groupe Pfleiderer Holzwerkstoffe et Kunz d'Allemagne, a maintenant les moyens financiers pour conquérir de nouveaux marchés.

Le Groupe Lebel a fait l'acquisition de l'usine de sciage de Bowater à Dégelis et a par ailleurs confirmé le retour au travail des 40 employés en avril 2007, mais par groupes de 20 à temps partagé. L'entreprise possède également des usines à Squatec et à Notre-Dame-du-Lac.

La Société d'exploitation des ressources de la Vallée (SERV) a fermé son usine de transformation de résineux de Saint-René-de-Matane afin de consolider ses activités à l'usine Multibois de Saint-Vianney. Les 40 emplois des deux usines seront maintenus alors que la SERV entend investir 2 M$ à cette usine afin de diversifier sa production.

La firme américaine Aurora Casket a acquis 50 % des actions de Cercueils Alliance St-Laurent. Ainsi, l'entreprise de Saint-Juste-du-Lac devrait pouvoir étendre son marché aux États-Unis où la tendance s'oriente vers les cercueils en bois. Le nombre de travailleurs ne devrait pas être affecté.

La construction de l'usine de transformation du cèdre de Saint-Noël se réalise et 25 postes sont créés.

L'entreprise Groupe GDS a dû recourir à la Loi sur les arrangements avec les créanciers en raison des difficultés financières qu'elle traverse actuellement. La compagnie pourra ainsi continuer d'élaborer son plan de restructuration afin de redresser sa situation. En plus d'avoir fait face à une réduction des approvisionnements, à la montée du dollar canadien, au conflit canado-américain sur le bois d'oeuvre et à la chute des prix, l'entreprise ne peut plus compter sur la cartonnerie Smurfit-Stone pour écouler ses sous-produits. Le Groupe GDS ne procure actuellement de l'emploi qu'à 400 personnes sur les territoires du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, dont environ une centaine dans le Bas-Saint-Laurent.

Le groupe Félix Huard concentre ses activités à son usine de Sainte-Luce et ferme celle d'Amqui suite au transfert de l'approvisionnement en bois dur de 13 500 mètres cubes. Quelque 35 emplois seront créés à Sainte-Luce alors que 25 travailleurs d'Amqui sont touchés par cette fermeture. Un projet de modernisation des équipements pour en optimiser le rendement pourrait voir le jour.

Un incendie a complètement rasé le plan de débitage de l'usine Les Bois francs de Saint-Philippe-de-Néri. L'usine, qui produit des palettes, prive les 45 travailleurs en poste de leur emploi.

Ayant connu une expansion fulgurante depuis 2001, l'entreprise Lepage Millwork doit réinvestir 3 M$ afin d'agrandir et moderniser la surface de production et les infrastructures administratives. Au printemps, 1,5 M$ avaient été consacrés à l'achat d'équipement et la mise à niveau de certains équipements de production. L'entreprise, qui comptait 65 personnes lors de son acquisition par monsieur Guy Bonneville en 2001, en embauche actuellement 215 et devrait d'ici cinq ans en compter près de 300.

La Scierie JD Irving Ltée (Aimé Gaudreau) de Pohénégamook a émis un avis de licenciement touchant 58 personnes. La moyenne d'âge des travailleurs est de 54 ans. Pour l'instant les installations ne seront pas démantelées car on mise

sur le plan d'aide à l'industrie forestière annoncé par Québec pour relancer l'entreprise.

Bois BSL de Mont-Joli, sous l'appellation Bois BSL Europe, s'allie avec un distributeur, UKF4U Group, et part à la conquête de l'Europe. Cette division embauche 8 employés à la vente. Déjà 15 % de sa production est exportée outre-mer. Auparavant, l'entreprise a mis sur pied une usine de fabrication de bûches de bois énergétiques au coût d'environ 2,5 M$, créant ainsi 20 emplois.

Bois BSL propose un projet de 8 M$ à Chandler pour un complexe industriel et énergétique. Une unité de débitage pour alimenter les usines de Matane et Mont-Joli, une unité de bûche énergétique et une unité de granules pour la cogénération destinées principalement au marché européen pour une création de 60 emplois directs et 30 indirects. Le groupe français Theolia est associé au projet. Plusieurs étapes sont à franchir avant sa concrétisation.

Abitibi-Consolidated a annoncé 750 mises à pieds dont un bon nombre sur la Côte-Nord. Ces dernières touchent des travailleurs de la région dont l'emploi est lié à l'exploitation de la forêt.

Les Produits Tremtech inc. prévoit utiliser les installations laissées vacantes par le promoteur d'une usine de planchers de bois francs à Notre-Dame-du-Lac pour développer des activités de transformation de résidus de bois de tremble. Six employés oeuvreront au démarrage des opérations.

Grâce à des investissements de plus de 426 000 $ de la part du Gouvernement du Québec et de la Municipalité de Saint-Eusèbe, l'usine de bardeaux de cèdres de l'endroit pourra consolider ses opérations. L'entreprise Les Bardeaux de Cèdre Lajoie procure de l'emploi à 65 personnes.

Fabrication du papier (SCIAN 322)

La situation nord-américaine dans les pâtes et papier demeure inquiétante. Après les fermetures de Chandler, New-Richmond en Gaspésie, Bathurst au Nouveau Brunswick et certaines dans le Bas-Saint-Laurent, sans compter les autres fermetures et réductions de personnel au Québec, des inquiétudes persistent pour les quelques papetières de la région. Ainsi, l'usine Tembec de Matane, jusque-là épargnée par les difficultés de l'industrie, vient d'annoncer la mise à pied d'une quinzaine de ses employés. La compagnie, qui éprouverait des difficultés financières, inscrit ces coupures de postes dans le cadre de son plan de restructuration de l'usine.

Norampac vient d'investir 3,5 M$ pour la modernisation de ses équipements. L'entreprise a profité de la période annuelle d'arrêt des opérations, principalement consacrée à la maintenance électrique et mécanique des équipements, pour remplacer la caisse d'arrivée de la machine à papier. Cet investissement s'insère dans un long processus visant à augmenter la production en accélérant la vitesse de la machine à papier.

Malgré la crise qui affecte le secteur forestier, la papetière FF Soucy se porte bien. L'entreprise ne cesse d'investir en vue d'améliorer la qualité de son produit ainsi que sa productivité. Au total, 290 personnes y travaillent et la majorité du papier journal produit est exportée aux États-Unis. Afin de freiner l'augmentation des coûts de production, des travaux de 6 M$ sont en cours pour ajouter une troisième étape de raffinage et économiser dans les coûts de l'énergie.

Impression et activités connexes de soutien (SCIAN 323)

La division Imprimerie des Éditions Belcor a obtenu le contrat d'impression du télé-horaire du Journal de Montréal, distribué chaque semaine à 350 000 exemplaires. L'impression de ce guide a permis l'embauche de cinq nouveaux pressiers portant ainsi le nombre d'employés de l'imprimerie à 20. Imprimerie Belcor est responsable de l'impression de divers hebdos du Bas-Saint-Laurent, du guide horaire du Journal de Québec et de plusieurs autres cahiers spéciaux produits pour l'extérieur de la région.

Fabrication de produits chimiques (SCIAN 325)

En début d'année, l'usine de transformation de l'if du Canada, Chaichem d'Amqui, s'est fait retirer l'offre de financement d'Investissement Québec qui lui aurait permis de commencer la production commerciale de paclitaxel, projet dans lequel 8 M$ ont déjà été investis; une aide supplémentaire de 2,6 M$ serait nécessaire pour accéder au stade de l'industrialisation du procédé. Une cinquantaine d'emplois en forêt et une vingtaine en usine seraient liés à ce projet.

Bioxel Pharma a abandonné son projet de construction d'une usine de transformation de l'if du Canada à La Pocatière. L'entreprise avait déjà fait l'acquisition d'un terrain et la culture de l'if était commencée. La transformation se fera vraisemblablement à l'extérieur du Canada.

Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc (SCIAN 326)

Plastic MS de Saint-Antonin (60 employés) qui fabrique des pièces pour véhicules tout-terrain (VTT), a annoncé un nouveau partenariat avec Laser AST de Saint-Hubert, spécialisée dans le

découpage laser de pièces métalliques. L'entente de partenariat permettra d'offrir des projets clés en main en sous-traitance et devrait créer quelques emplois à l'usine de Saint-Hubert. Endommagée par un incendie, l'entreprise de Saint-Antonin sera reconstruite. Un partenariat avec Premier Tech a permis de continuer la production.

À peine un an après son ouverture, l'usine Composite VCI de Matane prend de l'expansion. En effet, suite à l'obtention d'un contrat pour la construction de 250 nacelles d'éoliennes pour les États-Unis, l'usine embauche 30 personnes supplémentaires et investira environ 500 000 $ pour répondre à cette nouvelle demande. Cette expansion devrait porter à 83 le nombre total d'emplois créés par l'entreprise dans la région.

Fabrication de produits minéraux non-métalliques (SCIAN 337)

Premier Tech lance un nouveau programme en recherche et développement, le programme Essor qui vise la création de 150 emplois et la mise en marché de 153 nouveaux produits sur cinq ans. Les innovations toucheront la récolte de la tourbe en éliminant plus de poussière, le traitement des eaux usées, le développement de la résistance des plantes aux maladies et à la sécheresse. L'entreprise emploie 1 700 personnes, dont 700 à Rivière-du-Loup. Elle possède 20 tourbières et 10 usines au Canada.

La baisse du marché américain a ralenti les activités de Prelco de Rivière-du-Loup et son usine du Nouveau-Brunswick a du fermer ses installations une partie de l'année. Elle possède aussi une usine à Princeville. L'entreprise a un chiffre d'affaires de 50 M$ et emploie 425 personnes dont 300 à Rivière-du-Loup. Prelco tente de commercialiser un verre chauffant destiné aux édifices à bureaux.

Fabrication de produits métalliques (SCIAN 332)

L'entreprise Usinage de Rimouski connaît une forte expansion, principalement depuis son association avec Quadco Équipement de Saint-Eustache. Cette dernière a investi 2,5 M$ pour l'agrandissement de l'édifice et la construction de l'usine de traitement thermique de Rimouski. Une dizaine de nouveaux emplois ont été créés suite à ce, ce qui porte à 30 le nombre d'employés.

La firme Projexco, qui vient de construire une nouvelle usine de 1,5 M$ à Sainte-Luce, a obtenu un contrat de 2,5 M$ pour la construction de deux viaducs de l'autoroute 20 à la hauteur de la route 298 et de la route Carrier à Sainte-Luce. Cette entreprise est spécialisée dans l'usinage et la construction de ponts et de passerelles. L'obtention du contrat a permis la création de 9 nouveaux emplois qui s'ajouteront aux 36 actuels.

Usinage B. Beaulieu investit 1,3 M$ afin de s'implanter dans le parc industriel de Rivière-du-Loup. L'entreprise, qui se spécialise dans l'usinage et la fabrication de différentes pièces métalliques, créera 5 nouveaux emplois qui s'ajouteront aux 10 existants.

L'entreprise Produits Métalliques PMI a obtenu le contrat de fabrication des équipements de manutention des éoliennes de l'usine LM Glasfiber de Gaspé. L'entreprise, spécialisée dans la fabrication, l'assemblage et l'installation de structures d'acier, prévoit ainsi consolider une cinquantaine d'emplois et combler un vide de production en période hivernale.

La Société nationale des ferrailles, entreprise spécialisée dans le recyclage des métaux, investira 3 M$ pour ouvrir un centre de réception, de cueillette et de transbordement des métaux à Mont-Joli. La production sera ensuite revendue aux fonderies et aciéries canadiennes et internationales dont Norcast de Mont-Joli. L'entreprise, qui emploie actuellement plus de 350 personnes dans son réseau, créera ainsi 20 nouveaux emplois dans la région.

Fabrication de machines (SCIAN 333)

L'entreprise Premier Tech de Rivière-du-Loup est à la recherche de personnel, principalement pour sa division d'équipements industriels. Différents postes dans le domaine de l'administration, de la recherche et développement, de l'ingénierie et des opérations, des soudeurs-monteurs, des machinistes et des électrotechniciens sont également recherchés. De plus, l'entreprise vient de se porter acquéreur de Machineries Verville de Drummondville. L'entreprise comptant 50 employés relèvera de la division Groupe Équipements industriels spécialisée dans le domaine de l'emballage.

Fabrication de matériel de transport (SCIAN 336)

Au deuxième trimestre de 2006, la direction de Bombardier a annoncé aux employés l'obtention de deux contrats. À ce moment, environ 800 employés fabriquaient les dernières voitures pour le contrat de New York qui se terminait en octobre. Après, il ne restait plus que 350 travailleurs pour un autre contrat se terminant à la fin de 2007. Le gouvernement du Québec octroie sans appel d'offres à Bombardier un contrat de 1,2 milliard $ pour la fabrication de 360 wagons du métro de Montréal. Ce contrat assure du travail à 350 personnes pour une période de huit ans. Avant même cette annonce, les employés apprenaient l'obtention du contrat de fabrication, d'une valeur de 500 M$, de 406 voitures pour le métro de Chicago

assorti d'une option pouvant aller jusqu'à 800 voitures. L'obtention de ces contrats entraînera des investissements majeurs en matériel à l'usine de La Pocatière qui utilisera une nouvelle technique de soudage, ce qui rendra l'entreprise encore plus productive. Cependant, avant le début de la fabrication des premiers wagons prévu début 2008, il y aura des centaines de mises à pied temporaires.

Afin de demeurer compétitive sur le marché mondial, l'usine Bombardier de La Pocatière a investi 2,5 M$ en recherche et développement pour utiliser la technologie de soudure au laser dans la fabrication de wagons de métro en acier inoxydable. La compagnie a également élaboré un plan concernant la fabrication de pièces primaires de haute qualité afin d'éviter que leur exécution soit transférée au Mexique.

En septembre, le conseil municipal de la ville de Toronto a approuvé l'octroi d'un contrat de 710 M$ à la compagnie Bombardier pour la construction de 234 wagons de métro. C'est l'usine de Thunder Bay qui procédera à l'assemblage des voitures alors que celle de La Pocatière exécutera une partie des travaux. Une trentaine d'emplois seront ainsi créés dans notre région.

Groupe maritime Verreault annonce qu'il pourrait fermer le chantier maritime qui emploie 200 personnes. Le groupe invoque un important besoin financier et, selon sa présidente, en l'absence d'aide gouvernementale, le chantier deviendrait non concurrentiel.

La firme mont-jolienne Gremtrak construira 5 Gremtrak p-300 en 2007. Cet autobus sur chenille destiné au transport de personnes en nature en période hivernale est une innovation dont la commercialisation pourrait créer plusieurs emplois.

Fabrication de meubles (SCIAN 337)

Après un investissement de 3 M$ en 2005, l'entreprise Miralis de Saint-Anaclet, près de Rimouski, spécialisée dans la fabrication d'armoires de cuisine, procède à une expansion en construisant un nouvel entrepôt afin d'augmenter sa capacité de production et d'accroître son espace d'entreposage de produits finis. Il s'agit d'un investissement de 1,6 M$. Miralis compte doubler sa production d'ici trois ans. Présentement, l'entreprise emploie 170 personnes mais, avec l'augmentation de sa capacité de production, elle prévoit embaucher 50 nouveaux travailleurs.

Marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces (SCIAN 441)

À peine trois ans après son ouverture, le concessionnaire Mitsubishi de Rivière-du-Loup ferme ses portes, privant d'emploi une dizaine de personnes.

Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage (SCIAN 444)

Le groupe Dynaco de La Pocatière continue son expansion dans la région avec la construction de deux nouveaux centres de rénovation à Dégelis et à Cabano. L'entreprise, qui œuvre également dans le secteur de la meunerie et de la machinerie agricole, fournit de l'emploi à plus de 450 personnes. Le nouveau centre de rénovation a été inauguré à Dégelis grâce à un investissement de 1,5 M$. Cet investissement aura permis la création de 5 nouveaux emplois pour porter à 20 le nombre total d'employés.

La chaîne Rona a ouvert un magasin-entrepôt Réno-Dépôt de 20 M$, érigé au sud du magasin Wal-Mart de Rimouski. Il s'agit du premier d'une nouvelle génération de Réno-Dépôt adaptés aux villes de moins de 50 000 habitants. Il va compter 200 employés, dont les 75 de l'ancien Rona le Rénovateur de la 2e Rue Est, fermé.

Le centre de rénovation Dynaco BMR de Notre-Dame-du-Lac fermera pour être remplacé par un nouveau magasin trois fois plus grand, au 100, rue Cascades à Cabano. D'une superficie de 2000 mètres carrés, le centre érigé au coût de 1,5 M$ sera identique à celui de Dégelis. Il offrira de l'emploi à 25 personnes.

Magasins d'alimentation (SCIAN 445)

Après le marché Provigo c'est au tour du supermarché IGA de Saint-Pascal, propriété de la famille Duval, de prendre de l'expansion. En partenariat avec Sobeys, près de 3,5 M$ seront investis afin d'agrandir et de moderniser le commerce. Une dizaine de nouveaux emplois seront ainsi créés.

Le groupe GP a annoncé un projet de modernisation de son supermarché à son emplacement actuel à Mont-Joli; ce projet nécessitera un investissement de 7,5 M$ et 25 emplois s'ajouteront aux 50 du commerce existant. Le Groupe GP, qui compte 14 supermarchés au Québec, construira aussi un édifice à bureaux à Rimouski, au coût de 14 M$.

Loblaws a décidé de rationnaliser ses activités et, dans cette foulée, a fermé le supermarché Maxi de la Plaza Arthur-Buies de la rue Sirois à Rimouski. 40 personnes sont touchées par cette fermeture. La région de Matane écope également, puisque environ 35 personnes se sont retrouvées sans emploi au début 2007 suite à la fermeture du Provigo.

Magasins de produits de santé et de soins personnels (SCIAN 446)

L'entreprise La savonnerie d'Olivier, dont le siège social est situé au Nouveau-Brunswick, se spécialise dans la confection de produits de soins thérapeutiques à base d'huile d'olive. L'ouverture d'une boutique à Amqui procurera de l'emploi à 9 personnes.

Stations-service (SCIAN 447)

Pétro-Canada a décidé de fermer sa succursale de Causapscal, et 5 personnes se retrouvent sans emploi.

Magasins de fournitures de tout genre (SCIAN 452)

Un magasin à escompte Korvette ouvre à Pohénégamook où 8 emplois seront créés.

L'ouverture à Matane d'un centre de liquidation aux allures de magasin général devrait procurer de l'emploi à une douzaine de personnes. La clientèle y retrouvera un peu de tout, mobilier, accessoires, vêtements, dans une gamme de prix abordables.

Transport par eau (SCIAN 483)

Relais Nordik inc. a vu renouveler son contrat de desserte maritime entre Rimouski et la Basse-Côte-Nord. Le service de transport de marchandises et de passagers est assuré par la compagnie depuis une vingtaine d'années et génère un chiffre d'affaires de plus de 20 M$ pour le commerce de détail de la région, en plus d'offrir de l'emploi à une trentaine de personnes.

Transport par pipelines (SCIAN 486)

TransCanada Pipelines et Pétro-Canada ont annoncé la construction d'une usine de gaz naturel liquéfié à Gros-Cacouna. Le coût du projet est évalué à 700 M$. Ce gigantesque projet devrait créer entre 500 et 1 000 emplois durant la phase de construction et générer par la suite entre 30 et 50 emplois permanents pour l'exploitation de l'usine. Les chances de réalisation se sont accrues suite aux recommandations conjointes du BAPE et de L'Agence canadienne d'évaluation environnementale et de celles de Transport Canada sur la sécurité des installations. Restera à régler la question du pipeline.

Édition, radiodiffusion et télédiffusion par Internet (SCIAN 516)

Le CRTC a donné son accord pour l'implantation d'une nouvelle station de radio FM à Rimouski. La nouvelle station émettra sur la fréquence 93,3. Le groupe radio Simard CJFP de Rivière-du-Loup y investira 1,5 M$ et créera de 10 à 12 emplois.

Télécommunications (SCIAN 517)

Le centre d'appels de Telus Mobilité à Rimouski ajoute une centaine de nouveaux emplois en 2006 à la cinquantaine d'employés déjà en poste. Cet ajout de personnel fait partie d'une entente intervenue entre le gouvernement du Québec et Telus Québec qui s'est engagée à investir 500 M$ et à créer 800 emplois au Québec dont 400 à Rimouski.

Intermédiation financière et activités connexes (SCIAN 522)

Après celui de Rimouski, le Mouvement Desjardins prévoit construire sous peu un autre centre multiservices à Rivière-du-Loup. Le bâtiment est évalué entre 5 et 7 M$. On ne prévoit fermer aucune des quatre succursales desservant l'ensemble du territoire de la ville. Desjardins fournit de l'emploi à 115 personnes et gère un actif de 500 M$ à Rivière-du-Loup.

Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 541)

La firme d'ingérierie-construction Dessau Soprin ADL a ouvert un bureau à Rimouski. La société, qui compte plus de 1 800 employés aux niveaux national et international, est présente dans presque toutes les régions du Québec.

La vocation de Rimouski en sciences de la mer continue de se concrétiser. On construira, au coût de 4,5 M$, un incubateur d'entreprises en technologies de la mer où devraient loger une quinzaine d'entreprises en haute technologie. L'incubateur servira de maillon entre la recherche appliquée en biotechnologie marine et la commercialisation de produits.

Le Centre de recherche sur les biotechnologies marines de Rimouski recevra un montant de 2,3 M$ en plus des 7,6 M$ pour son démarrage. Actuellement, 33 personnes y travaillent dans le domaine de la recherche, du transfert de technologie, des services aux entreprises et de veille technologique dans le domaine maritime. On y retrouve des emplois spécialisés en chimie analytique, biologie et microbiologie.

Pour la deuxième fois en deux ans, Premier Tech Environnement a décroché un contrat en Chine dans le cadre d'un projet de traitement des eaux usées. En plus de concevoir et de mettre en place des équipements, elle devra former les opérateurs. Le contrat de 1 M$ accordé par la Chine en 2005

avait permis d'ouvrir un bureau de vente et d'ingénierie près de Shanghaï.

Premier Tech, spécialisée entre autres dans les technologies liées à la tourbe à base de mousse de sphaigne et dans la conception de systèmes d'assainissement des eaux, financera des travaux de recherche pour le développement de nouveaux équipements liés à la récolte de la tourbe, la production de plantes plus résistantes et le traitement des eaux usées. L'entreprise prévoit investir 80 M$ pour développer 153 nouveaux produits sur une période de cinq ans. Pour ce faire, elle prévoit embaucher 150 nouveaux employés. Au cours des derniers mois, une quarantaine de postes ont été affichés.

Aux 7,2 M$ investis initialement, le Centre de développement bioalimentaire du Québec vient d'ajouter 3,5 M$ en vue d'élargir son offre de service. Les locaux, équipés à la fine pointe de la technologie, qui servent de laboratoire aux élèves de l'Institut de Technologie Agroalimentaire, sont également utilisés par des entreprises désirant tester et analyser différents produits.

Services de gestion des déchets et d'assainissement (SCIAN 562)

Le Centre de Formation en Entreprise et Récupération Matapédia-Mitis, spécialisé dans le traitement de matières résiduelles, vient de décrocher en sous-traitance un contrat de cinq ans pour traiter les matières recyclables des MRC de Bonaventure et d'Avignon. Le Centre, qui a également comme mission la réinsertion sociale des jeunes, verra son effectif humain passer de 20 à 35 employés.

Services d'enseignement (SCIAN 611)

En raison de nombreux départs à la retraite, le Cégep de Rimouski est en importante période de recrutement. Au rythme de 25 départs par année chez le personnel enseignant et d'une quinzaine chez les autres membres du personnel, la nécessité de planifier le renouvellement des effectifs devient cruciale.

Services de soins ambulatoires (SCIAN 621)

Une nouvelle unité de médecine familiale sera implantée dans le Bas-Saint-Laurent grâce à des investissements de plus de 2,1 M$. Après Rimouski, c'est la région du KRTB qui bénéficiera de l'implantation de ce service. Des travaux d'agrandissement seront réalisés au Centre de santé et de services sociaux des Basques (Trois-Pistoles) alors que d'importants travaux de réaménagement seront effectués au Centre hospitalier régional du Grand-Portage (Rivière-du-Loup), pour un total de 2 M$. Les centres affiliés de Kamouraska (La Pocatière) et de Témiscouata (Notre-Dame-du-Lac) recevront, eux, des sommes totalisant 78 000 $ pour l'acquisition de mobilier et d'équipement. Une douzaine de résidents en médecine offriront leurs services à la population locale.

Assistance sociale (SCIAN 624)

Une nouvelle garderie, baptisée *Les 101 Donatiens*, ouvrira ses portes en août prochain à Saint-Donat; elle qui comptera 28 places dont une vingtaine pour les enfants d'âge scolaire et sera exploitée par le CPE Les Pinsons. Quatre ou cinq emplois seront créés.

La Maison de l'espoir de Mont-Joli, qui offre hébergement, nourriture et support aux personnes ayant des problèmes de consommation ou de santé mentale, se voit dans l'obligation de fermer temporairement ses portes, faute de ressources financières. Onze des treize employés perdent leur emploi avec cette fermeture temporaire du centre d'hébergement. Mais pour le moment, la Friperie et le centre de tri demeurent en opération.

Ne répondant plus aux normes, l'édifice abritant le Foyer de Saint-Cyprien a du fermer ses portes en mars 2007. Les 37 pensionnaires ont été relogés dans d'autres établissements de la MRC de Rivière-du-Loup.

Services d'hébergement (SCIAN 721)

Suite aux difficultés financières éprouvées par l'entreprise, les créanciers ont mis en vente l'ensemble des Chalets-condos de La Matapédia. Elle fournissait de l'emploi à 3 travailleurs permanents et 17 saisonniers.

L'Hôtel Universel de Rivière-du-Loup ajoute 51 chambres pour satisfaire aux besoins de sa clientèle.

Services de restauration et débits de boissons (SCIAN 722)

D'importants travaux de rénovation ont été réalisés à la Cage aux Sports de Rimouski. Une dizaine de nouveaux emplois ont été créés.

Réparation et entretien (SCIAN 811)

Le Centre-Ressources pour la vie autonome (CRVA) de Trois-Pistoles vient de lancer une entreprise de récupération et de remise à neuf de matelas. Le promoteur s'est inspiré d'un projet similaire déjà en place à Granby pour donner une nouvelle vie aux vieux matelas et les offrir à différentes institutions tels les hôtels, gîtes et centres d'hébergement. Le projet, subventionné par

Recyc-Québec, donne au CRVA l'opportunité de créer 13 nouveaux emplois dont 9 visant la réinsertion sociale de personnes handicapées.

Administration publique fédérale (SCIAN 911)

Le gouvernement fédéral participe au développement du réseau Internet haute vitesse. De passage à Rimouski, le ministre fédéral des Transports a annoncé une participation financière de 6,5 M$ au développement du réseau dans 117 municipalités rurales du Bas-Saint-Laurent.

La GRC a inauguré son tout nouveau détachement du Bas-Saint-Laurent à Rimouski. L'immeuble a été construit au coût de 2,9 M$ et pourra accueillir 16 policiers enquêteurs.

Industrie touristique

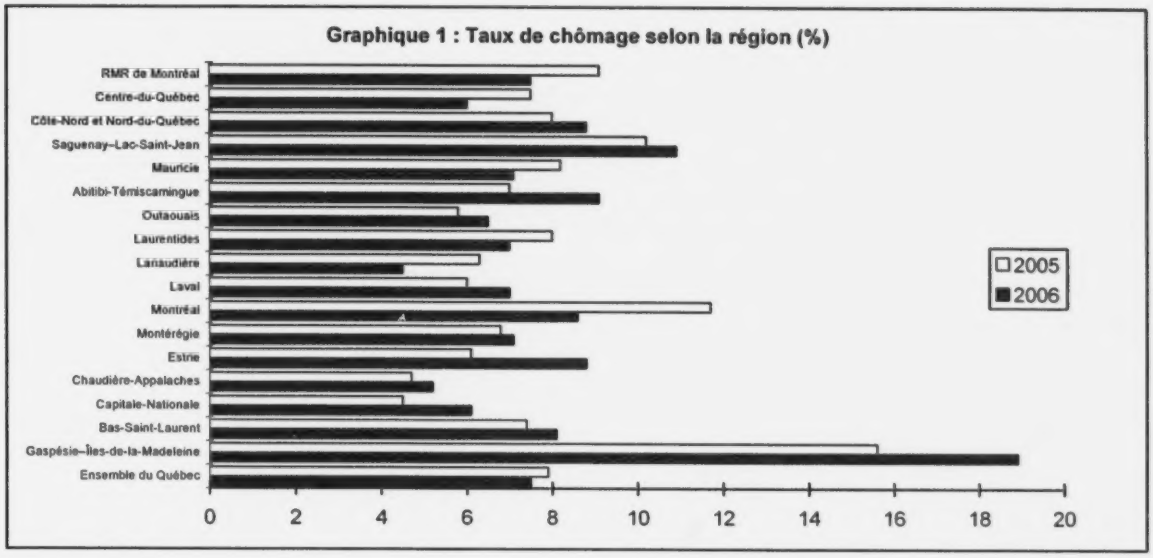
En 2006, la fréquentation des établissements touristiques a été de 1 % à 3 % supérieure à celle de 2005. Pour les ATR de la région, la saison s'est révélée intéressante. La motoneige génère des retombées de 3 M$ dans la région selon l'enquête du magazine VIGIE touristique. Le redoux hivernal et le manque de neige compromettent le tourisme hivernal 2006-2007.

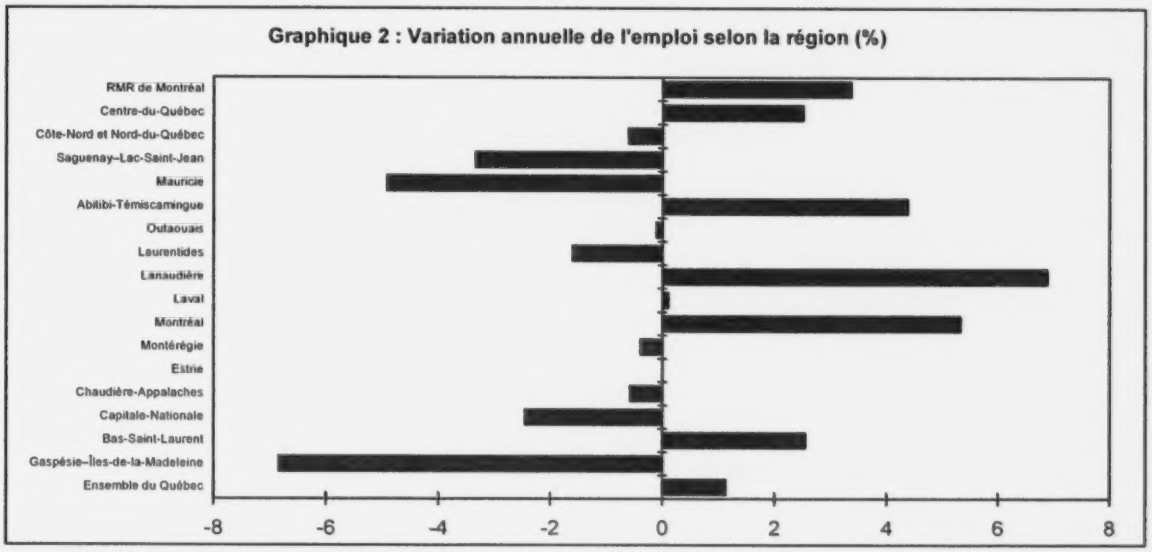
Dans le domaine des attraits touristiques, les appels d'offres pour la réalisation des travaux d'aménagement du sous-marin Onondaga ont été publiés et le projet devrait se réaliser en 2007.

Section 2

Graphiques et tableaux

Graphiques 1 et 2
TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
4e trimestre 2006

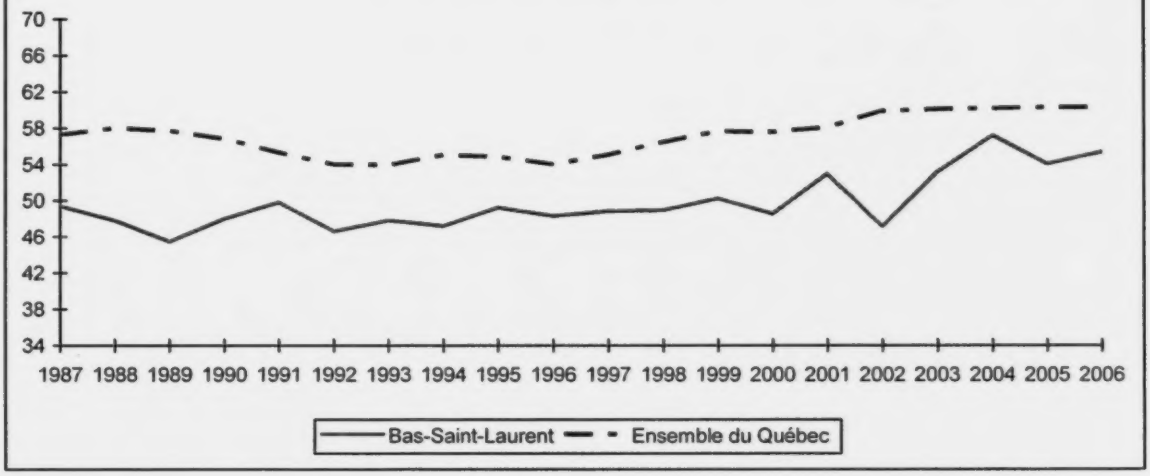




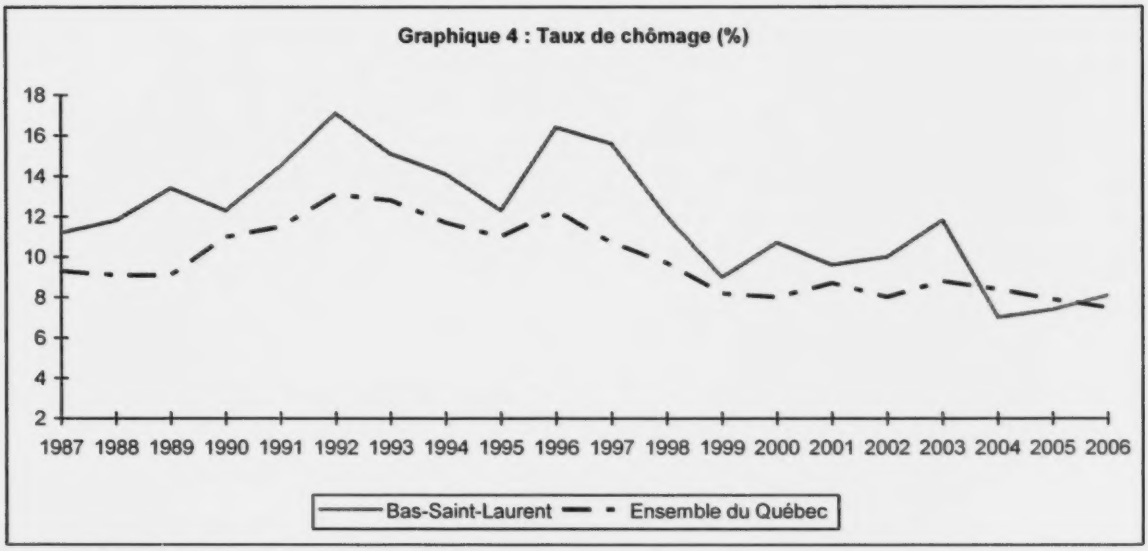
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphiques 3 et 4
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec
4e trimestre 2006

Graphique 3 : Taux d'emploi (%)

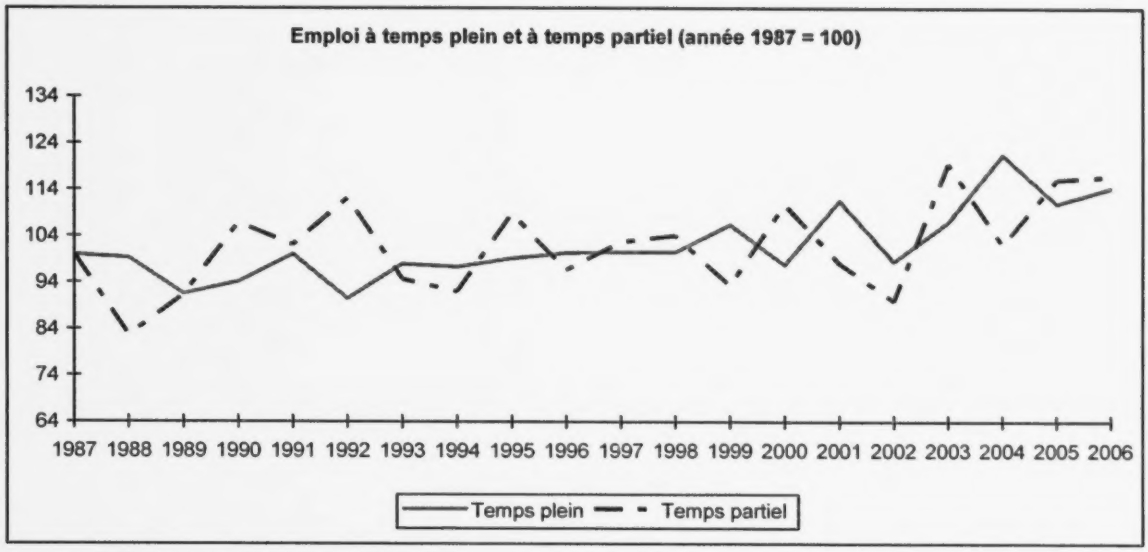


Graphique 4 : Taux de chômage (%)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Graphique 5
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
Bas-Saint-Laurent
4e trimestre 2006



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 1
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec
Données non désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	4e trimestre 2006	4e trimestre 2005	Variation %	4e trimestre 2006	4e trimestre 2005	Variation %
Population de 15 ans et plus (000)	167,3	167,0	0,2	6 277,7	6 210,5	1,1
Population active (000)	100,7	97,5	3,3	4 084,9	4 059,5	0,6
Emploi (000)	92,5	90,2	2,5	3 779,6	3 737,2	1,1
- Temps plein (000)	75,2	73,0	3,0	3 067,2	3 007,4	2,0
- Temps partiel (000)	17,4	17,3	0,6	712,4	729,8	-2,4
Chômeurs et chômeuses (000)	8,2	7,2	13,9	305,3	322,3	-5,3
Taux de chômage (%)	8,1	7,4		7,5	7,9	
Taux d'activité (%)	60,2	58,4		65,1	65,4	
Taux d'emploi (%)	55,3	54,0		60,2	60,2	
Durée du chômage (semaines)	16,2	15,1	7,3	21,6	19,9	8,5

- : Donnée non disponible.
Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 2
COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
4e trimestre 2006
Données non désaisonnalisées

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	47,8	18,9	38,7
Bas-Saint-Laurent	**60,2**	**8,1**	**55,3**
Capitale-Nationale	62,7	6,1	58,9
Chaudière-Appalaches	67,7	5,2	64,2
Estrie	64,3	8,8	58,6
Montérégie	67,3	7,1	62,5
Montréal	66,1	8,6	60,4
Laval	66,1	7,0	61,5
Lanaudière	68,4	4,5	65,3
Laurentides	63,0	7,0	58,6
Outaouais	69,6	6,5	65,1
Abitibi-Témiscamingue	65,7	9,1	59,8
Mauricie	55,7	7,1	51,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	59,4	10,9	52,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec	59,8	8,8	54,7
Centre-du-Québec	68,2	6,0	64,0
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Saguenay	58,8	9,3	53,3
Québec	64,4	5,3	61,0
Trois-Rivières	60,2	6,8	56,0
Sherbrooke	64,5	7,1	59,9
Montréal	67,6	7,5	62,5
Ottawa-Gatineau	70,0	5,3	66,3
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**65,1**	**7,5**	**60,2**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 3
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Sexes et groupes d'âge	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	4e trimestre		Variation	4e trimestre		Variation
	2006	2005	%	2006	2005	%
HOMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	83,1	81,4	2,1	3 086,6	3 052,6	1,1
Population active (000)	55,8	51,2	9,0	2 183,9	2 160,9	1,1
Emploi (000)	49,6	46,4	6,9	2 003,1	1 989,6	0,7
- Temps plein (000)	42,8	42,7	0,2	1 753,5	1 749,7	0,2
- Temps partiel (000)	6,8	3,7	83,8	249,6	239,9	4,0
Chômeurs (000)	6,1	4,7	29,8	180,8	171,3	5,5
Taux de chômage (%)	10,9	9,2		8,3	7,9	
Taux d'activité (%)	67,1	62,9		70,8	70,8	
Taux d'emploi (%)	59,7	57,0		64,9	65,2	
FEMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	84,1	85,6	-1,8	3 191,2	3 157,9	1,1
Population active (000)	45,0	46,3	-2,8	1 901,0	1 898,6	0,1
Emploi (000)	42,9	43,8	-2,1	1 776,5	1 747,6	1,7
- Temps plein (000)	32,4	30,3	6,9	1 313,7	1 257,7	4,5
- Temps partiel (000)	10,5	13,5	-22,2	462,8	489,9	-5,5
Chômeuses (000)	2,0	2,5	-20,0	124,5	151,0	-17,5
Taux de chômage (%)	4,4	5,4		6,5	8,0	
Taux d'activité (%)	53,5	54,1		59,6	60,1	
Taux d'emploi (%)	51,0	51,2		55,7	55,3	
15-29 ANS						
Population de 15 à 29 ans (000)	37,5	34,3	9,3	1 484,3	1 477,1	0,5
Population active (000)	24,3	23,4	3,8	1 068,7	1 064,0	0,4
Emploi (000)	22,1	21,3	3,8	965,6	949,0	1,7
- Temps plein (000)	14,2	13,5	5,2	633,3	608,5	4,1
- Temps partiel (000)	7,9	7,7	2,6	332,3	340,4	-2,4
Chômeurs et chômeuses (000)	2,2	2,2	0,0	103,0	115,1	-10,5
Taux de chômage (%)	9,1	9,4		9,6	10,8	
Taux d'activité (%)	64,8	68,2		72,0	72,0	
Taux d'emploi (%)	58,9	62,1		65,1	64,2	
30 ANS ET PLUS						
Population de 30 ans et plus (000)	129,7	132,6	-2,2	4 793,5	4 733,4	1,3
Population active (000)	76,4	74,1	3,1	3 016,3	2 995,5	0,7
Emploi (000)	70,4	69,0	2,0	2 814,0	2 788,2	0,9
- Temps plein (000)	60,9	59,4	2,5	2 433,9	2 398,9	1,5
- Temps partiel (000)	9,5	9,5	0,0	380,1	389,3	-2,4
Chômeurs et chômeuses (000)	6,0	5,1	17,6	202,3	207,2	-2,4
Taux de chômage (%)	7,9	6,9		6,7	6,9	
Taux d'activité (%)	58,9	55,9		62,9	63,3	
Taux d'emploi (%)	54,3	52,0		58,7	58,9	

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 4
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Secteurs d'activité[1]	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	4e trimestre		Variation	4e trimestre		Variation
	2006 (000)	2005 (000)	%	2006 (000)	2005 (000)	%
Secteur de la production de biens	**24,7**	**25,6**	**-3,5**	**881,4**	**919,9**	**-4,2**
Agriculture	3,9	4,1	-4,9	60,2	61,4	-2,0
Autres branches du secteur primaire	4,4	3,7	18,9	35,3	39,6	-10,9
Services publics	-	-	-	27,9	30,7	-9,1
Construction	3,5	4,5	-22,2	187,7	191,3	-1,9
Fabrication	12,9	12,2	5,7	570,4	596,9	-4,4
Secteur des services	**67,8**	**64,7**	**4,8**	**2 898,2**	**2 817,3**	**2,9**
Commerce	13,5	14,4	-6,3	637,8	641,7	-0,6
Transports, entreposage	6,8	5,7	19,3	171,9	159,0	8,1
Finance, assurances, immobilier et location	4,0	2,6	53,8	224,6	202,4	11,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,1	2,0	55,0	248,5	226,9	9,5
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	1,9	1,5	26,7	150,1	134,8	11,4
Services d'enseignement	6,9	7,6	-9,2	268,3	263,8	1,7
Soins de santé et assistance sociale	10,8	13,8	-21,7	457,3	449,5	1,7
Information, culture et loisirs	4,0	3,8	5,3	162,4	158,6	2,4
Hébergement et services de restauration	7,3	5,0	46,0	211,9	210,1	0,9
Autres services	5,7	3,6	58,3	158,6	163,2	-2,8
Administrations publiques	3,8	4,6	-17,4	206,7	207,3	-0,3
ENSEMBLE DES SECTEURS	**92,5**	**90,2**	**2,5**	**3 779,6**	**3 737,2**	**1,1**

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

1 Selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 5
EMPLOI SELON LE GENRE ET LE NIVEAU DE COMPÉTENCE
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Genre de compétence	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	4e trimestre 2006 (000)	4e trimestre 2005 (000)	Variation %	4e trimestre 2006 (000)	4e trimestre 2005 (000)	Variation %
Gestion	6,2	5,9	5,1	312,5	331,7	-5,8
Affaires, finance et administration	13,5	11,9	13,4	704,6	632,0	11,5
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	4,2	3,9	7,7	261,0	255,6	2,1
Secteur de la santé	5,2	6,8	-23,5	246,9	241,1	2,4
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	7,3	8,3	-12,0	378,1	346,4	9,2
Arts, culture, sports et loisirs	2,7	2,3	17,4	113,8	123,9	-8,2
Vente et services	23,5	21,0	11,9	898,8	903,4	-0,5
Métiers, transport et machinerie	17,8	18,8	-5,3	518,7	532,8	-2,6
Prof. propres au secteur primaire	6,0	4,6	30,4	90,3	92,5	-2,4
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	6,1	6,4	-4,7	255,1	278,5	-8,4
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	**92,5**	**90,0**	**2,8**	**3 779,6**	**3 737,8**	**1,1**
Niveau de compétence[1]						
Gestion	6,2	5,9	5,1	312,5	331,7	-5,8
Professionnel	11,2	12,1	-7,4	681,5	654,5	4,1
Technique	34,3	30,2	13,6	1 228,4	1 232,9	-0,4
Intermédiaire	28,9	28,8	0,3	1 125,0	1 091,8	3,0
Élémentaire	12,0	12,9	-7,0	432,2	427,0	1,2

- : Donnée non disponible.
Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.
1 Le niveau de compétence selon la Classification nationale des professions : gestion (expérience dans le domaine visé); professionnel (généralement diplôme universitaire); technique (généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel); intermédiaire (généralement diplôme secondaire général); élémentaire (généralement études secondaires non terminées).
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 6
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Secteurs d'activité[1]	Ensemble du Québec		
	4e trimestre		Variation
	2006 (000)	2005 (000)	%
Secteur de la production de biens	**881,4**	**919,9**	**-4,2**
Agriculture	60,2	61,4	-2,0
Foresterie et exploitation forestière	17,8	21,4	-16,8
Pêche, chasse et piégeage	2,3	1,9	21,1
Extraction minière	15,3	16,3	-6,1
Services publics	27,9	30,7	-9,1
Construction	187,7	191,3	-1,9
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	77,8	73,3	6,1
Usines de textiles et de produits textiles	19,9	16,8	18,5
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	34,0	39,6	-14,1
Fabrication de produits en bois	45,3	48,5	-6,6
Fabrication du papier	30,6	41,9	-27,0
Impression et activités connexes de soutien	26,6	34,3	-22,4
Fabrication de produits chimiques	33,4	26,5	26,0
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	32,4	46,6	-30,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	12,8	20,3	-36,9
Première transformation des métaux	27,6	31,7	-12,9
Fabrication de produits métalliques	41,3	47,6	-13,2
Fabrication de machines	28,7	27,0	6,3
Fabrication de produits informatiques et électroniques	19,6	23,6	-16,9
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	15,4	12,8	20,3
Fabrication de matériel de transport	57,2	43,2	32,4
Fabrication de meubles et de produits connexes	39,4	39,8	-1,0
Activités diverses de fabrication[2]	28,3	23,4	20,9
Secteur des services	**2 898,2**	**2 817,3**	**2,9**
Commerce de gros	146,3	144,0	1,6
Commerce de détail	491,5	497,6	-1,2
Transport et entreposage	171,9	159,0	8,1
Finance	104,4	96,2	8,5
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	62,7	55,5	13,0
Services immobiliers	41,8	40,3	3,7
Services de location et de location à bail	15,7	10,4	51,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	248,5	226,9	9,5
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	150,1	134,8	11,4
Services d'enseignement	268,3	263,8	1,7
Soins de santé et assistance sociale	457,3	449,5	1,7
Information, culture et loisirs	162,4	158,6	2,4
Hébergement et restauration	211,9	210,1	0,9
Autres services	158,7	163,2	-2,8
Administration fédérale (incluant la défense)	67,9	71,1	-4,5
Administrations publiques provinciales et territoriales	74,8	76,7	-2,5
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autres	64,0	59,4	7,7
ENSEMBLE DES SECTEURS	**3 779,6**	**3 737,2**	**1,1**

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

1 Selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

2 L'industrie de la fabrication de produits du pétrole et du charbon est incluse dans cette industrie.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 7A
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI[1]
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Décembre 2006	Décembre 2005	Variation %	Taux de prestation[2] Décembre 2006
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	15 115	14 876	1,6	23,1
Bas-Saint-Laurent	**15 173**	**14 559**	**4,2**	**11,2**
Capitale-Nationale	20 885	21 557	-3,1	4,7
Chaudière-Appalaches	15 932	16 636	-4,2	6,1
Estrie	11 646	11 764	-1,0	6,1
Montérégie	38 911	39 169	-0,7	4,4
Montréal	42 046	43 715	-3,8	3,4
Laval	8 158	8 233	-0,9	3,5
Lanaudière	15 102	15 312	-1,4	5,7
Laurentides	19 042	18 911	0,7	6,1
Outaouais	8 162	8 814	-7,4	3,7
Abitibi-Témiscamingue	9 432	9 195	2,6	9,5
Mauricie	13 414	12 691	5,7	7,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	19 310	18 482	4,5	10,0
Côte-Nord	8 705	8 467	2,8	12,7
Nord-du-Québec	1 905	1 985	-4,0	7,6
Centre-du-Québec	9 975	10 278	-2,9	6,8
ZME[3] de Montréal	88 933	90 836	-2,1	3,8
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**272 913**	**274 644**	**-0,6**	**5,5**

1 Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.
2 Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).
3 La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.
Source : Ressources humaines et Développement social Canada.

Tableau 7B
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI[1]
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Décembre 2006	Décembre 2005	Variation %	Taux de prestation[2] Décembre 2006
La Pocatière	1 532	1 220	25,6	10,3
Cabano	2 022	1 751	15,5	13,5
Rivière-du-Loup	2 023	1 929	4,9	9,3
Trois-Pistoles	810	818	-1,0	12,8
Rimouski-Neigette	3 085	3 164	-2,5	8,4
Mont-Joli	1 399	1 461	-4,2	11,2
Matane	2 300	2 159	6,5	14,9
Amqui	2 002	2 057	-2,7	15,3
Bas-Saint-Laurent	**15 173**	**14 559**	**4,2**	**11,2**
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**272 913**	**274 644**	**-0,6**	**5,5**

1 Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.
2 Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).
Source : Ressources humaines et Développement social Canada.

Tableau 8A
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI[1]
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Octobre 2006	Octobre 2005	Variation %	Taux de prestation[2] Octobre 2006
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 596	2 588	0,3	4,0
Bas-Saint-Laurent	**3 351**	**3 461**	**-3,2**	**2,5**
Capitale-Nationale	9 726	10 174	-4,4	2,2
Chaudière-Appalaches	3 742	3 803	-1,6	1,4
Estrie	5 719	5 720	-0,0	3,0
Centre-du-Québec	4 464	4 355	2,5	3,0
Montérégie	18 109	18 310	-1,1	2,1
Montréal	61 002	62 307	-2,1	4,9
Laval	4 232	3 950	7,1	1,8
Lanaudière	6 462	6 343	1,9	2,4
Laurentides	7 247	7 079	2,4	2,3
Outaouais	6 667	6 618	0,7	3,0
Abitibi-Témiscamingue	2 896	2 887	0,3	2,9
Mauricie	7 304	7 522	-2,9	4,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5 742	6 011	-4,5	3,0
Côte-Nord	1 531	1 513	1,2	2,2
Nord-du-Québec	592	567	4,4	2,4
ZME[3] de Montréal	79 878	80 879	-1,2	3,4
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**151 392**	**153 208**	**-1,2**	**3,1**

1 Adultes sans contraintes à l'emploi.

2 Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

3 La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Tableau 8B
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI[1]
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Octobre 2006	Octobre 2005	Variation %	Taux de prestation[2] Octobre 2006
La Pocatière	254	253	0,4	1,7
Cabano	360	352	2,3	2,4
Rivière-du-Loup	392	387	1,3	1,8
Trois-Pistoles	127	155	-18,1	2,0
Rimouski-Neigette	795	824	-3,5	2,2
Mont-Joli	441	453	-2,6	3,5
Matane	498	566	-12,0	3,2
Amqui	484	471	2,8	3,7
Centres spécialisés				
Bas-Saint-Laurent	**3 351**	**3 461**	**-3,2**	**2,5**
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**151 392**	**153 208**	**-1,2**	**3,1**

1 Adultes sans contraintes à l'emploi.

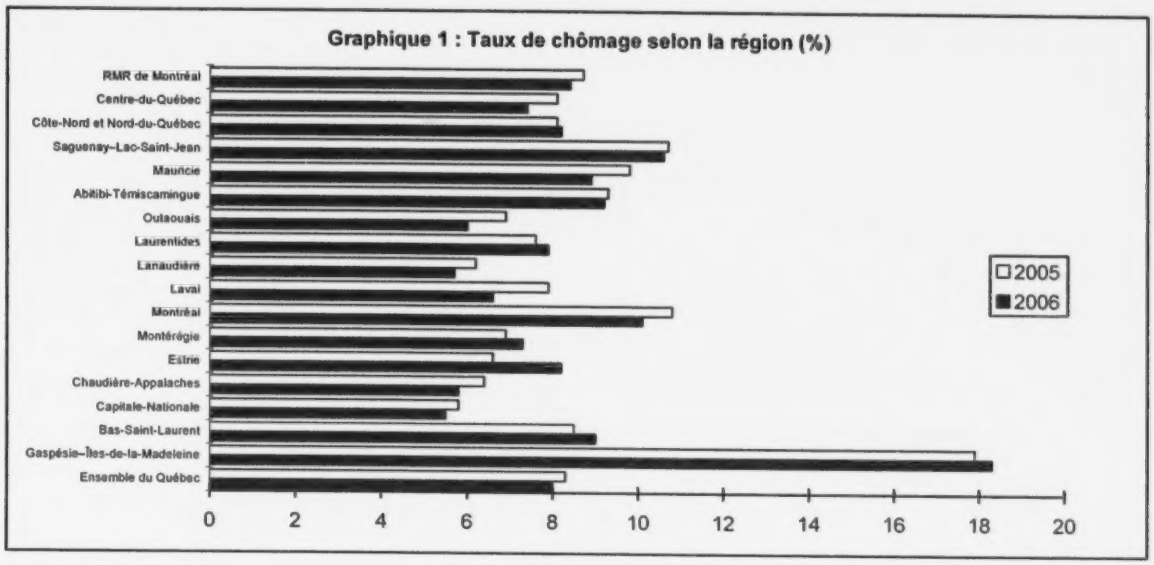
2 Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

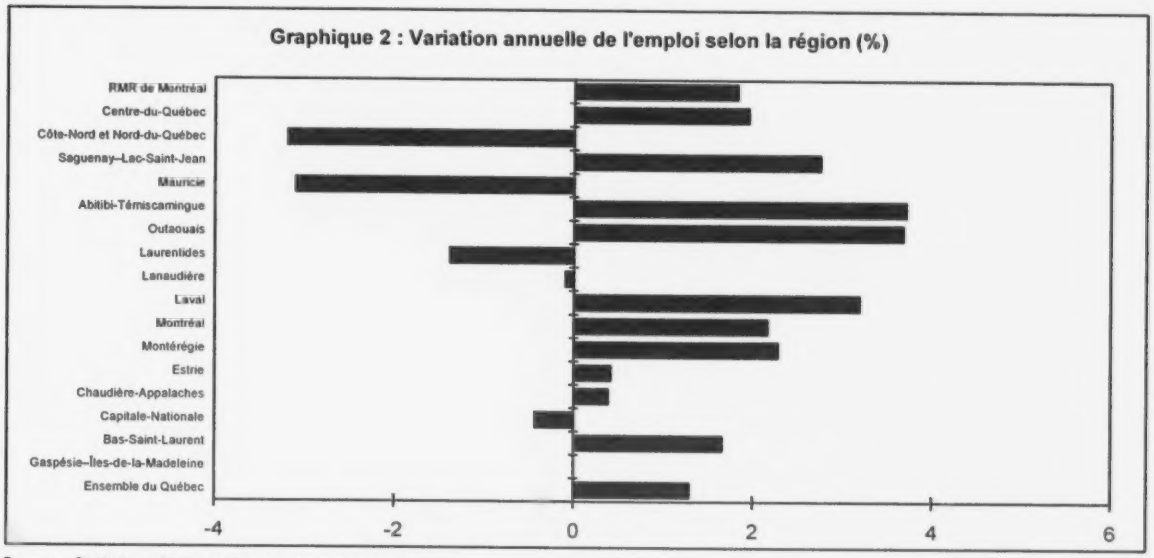
Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Section 2 annuelle

Graphiques et tableaux

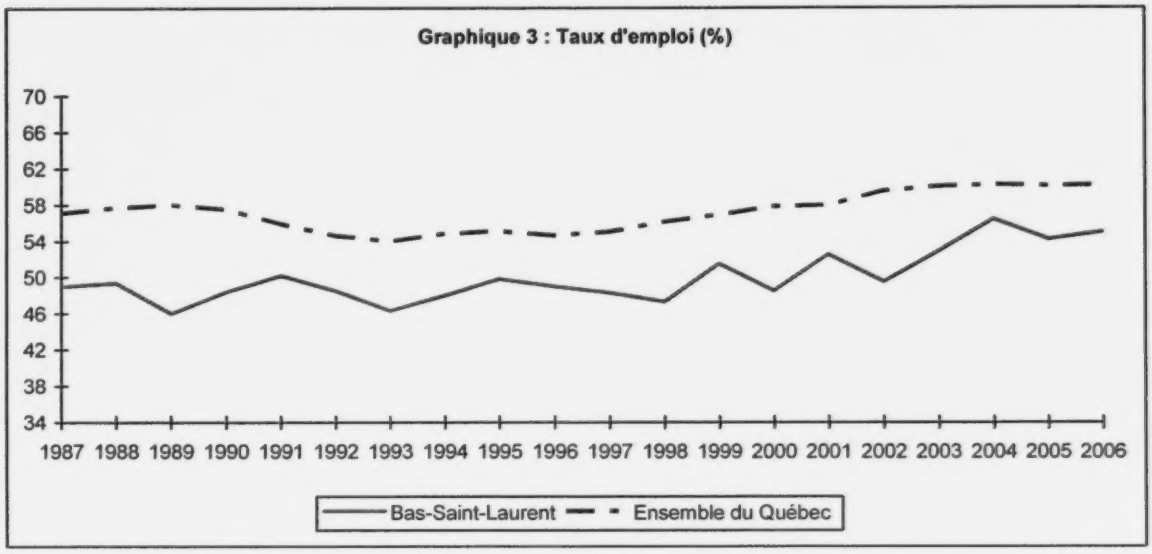
Graphiques 1 et 2
TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
Moyenne annuelle 2006

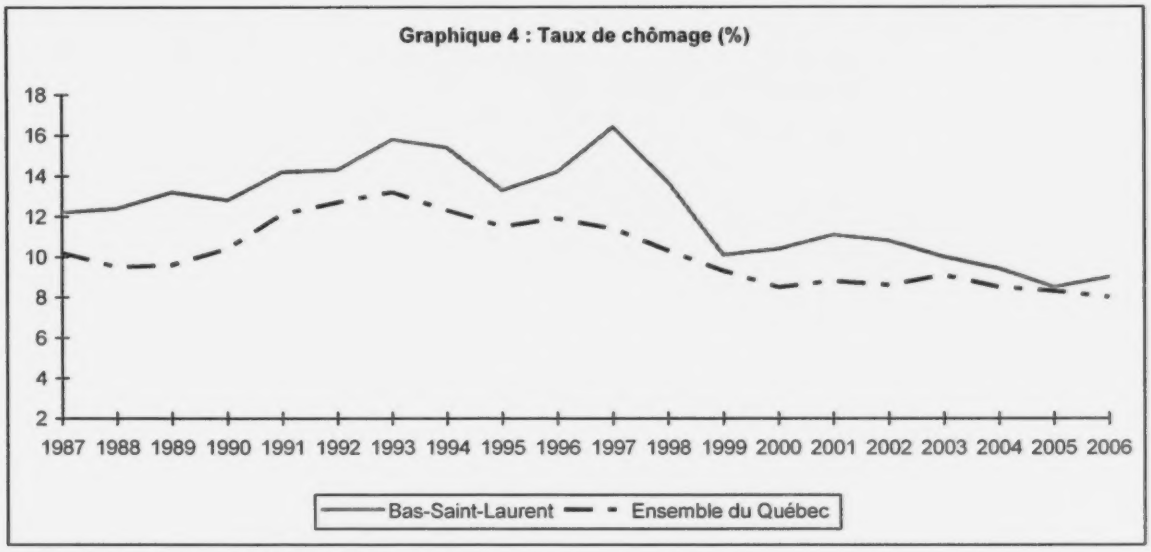




Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

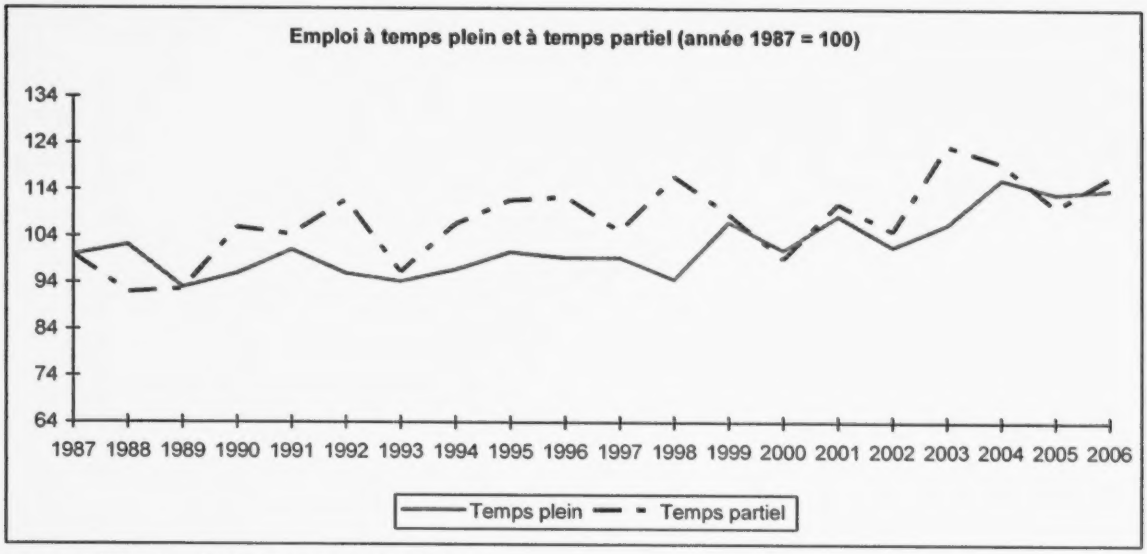
Graphiques 3 et 4
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec
Moyenne annuelle 2006





Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Graphique 5
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
Bas-Saint-Laurent
Moyenne annuelle 2006



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 1
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec
Données non désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2006	2005	Variation %	Moyenne annuelle 2006	2005	Variation %
Population de 15 ans et plus (000)	167,1	166,7	0,2	6 251,5	6 182,2	1,1
Population active (000)	101,0	98,8	2,2	4 094,2	4 052,7	1,0
Emploi (000)	91,9	90,4	1,7	3 765,4	3 717,3	1,3
- Temps plein (000)	76,0	75,4	0,8	3 079,4	3 043,6	1,2
- Temps partiel (000)	15,9	15,0	6,0	686,1	673,7	1,8
Chômeurs et chômeuses (000)	9,1	8,4	8,3	328,7	335,4	-2,0
Taux de chômage (%)	9,0	8,5		8,0	8,3	
Taux d'activité (%)	60,4	59,3		65,5	65,6	
Taux d'emploi (%)	55,0	54,2		60,2	60,1	
Durée du chômage (semaines)	17,8	16,0	11,3	20,4	20,2	1,0

- : Donnée non disponible.
Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 2
COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Moyenne annuelle 2006
Données non désaisonnalisées

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	50,7	18,3	41,4
Bas-Saint-Laurent	**60,4**	**9,0**	**55,0**
Capitale-Nationale	65,2	5,5	61,6
Chaudière-Appalaches	67,7	5,8	63,7
Estrie	64,6	8,2	59,3
Montérégie	67,6	7,3	62,7
Montréal	66,0	10,1	59,4
Laval	65,9	6,6	61,6
Lanaudière	66,1	5,7	62,3
Laurentides	65,0	7,9	59,9
Outaouais	69,3	6,0	65,2
Abitibi-Témiscamingue	64,0	9,2	58,1
Mauricie	57,1	8,9	52,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	61,4	10,6	54,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec	62,7	8,2	57,6
Centre-du-Québec	67,6	7,4	62,6
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Saguenay	61,2	8,8	55,8
Québec	66,3	5,2	62,8
Trois-Rivières	61,4	8,1	56,4
Sherbrooke	65,7	7,9	60,6
Montréal	67,5	8,4	61,8
Ottawa-Gatineau	71,9	5,2	68,2
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**65,5**	**8,0**	**60,2**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 3
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Sexes et groupes d'âge	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2006	2005	Variation %	Moyenne annuelle 2006	2005	Variation %
HOMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	82,2	80,6	2,0	3 073,4	3 038,0	1,2
Population active (000)	54,4	53,1	2,4	2 184,3	2 168,5	0,7
Emploi (000)	48,8	47,4	3,0	1 998,4	1 973,8	1,2
- Temps plein (000)	44,0	44,1	-0,2	1 769,2	1 750,3	1,1
- Temps partiel (000)	4,8	3,3	45,5	229,3	223,5	2,6
Chômeurs (000)	5,6	5,6	0,0	185,8	194,6	-4,5
Taux de chômage (%)	10,3	10,5		8,5	9,0	
Taux d'activité (%)	66,2	65,9		71,1	71,4	
Taux d'emploi (%)	59,4	58,8		65,0	65,0	
FEMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	84,9	86,1	-1,4	3 178,1	3 144,2	1,1
Population active (000)	46,6	45,7	2,0	1 909,9	1 884,2	1,4
Emploi (000)	43,1	42,9	0,5	1 767,0	1 743,5	1,3
- Temps plein (000)	32,0	31,3	2,2	1 310,2	1 293,3	1,3
- Temps partiel (000)	11,1	11,6	-4,3	456,8	450,1	1,5
Chômeuses (000)	3,5	2,8	25,0	142,9	140,7	1,6
Taux de chômage (%)	7,5	6,1		7,5	7,5	
Taux d'activité (%)	54,9	53,1		60,1	59,9	
Taux d'emploi (%)	50,8	49,8		55,6	55,5	
15-29 ANS						
Population de 15 à 29 ans (000)	35,4	33,9	4,4	1 481,7	1 472,8	0,6
Population active (000)	24,6	23,5	4,7	1 089,4	1 076,6	1,2
Emploi (000)	22,2	21,0	5,7	970,3	953,2	1,8
- Temps plein (000)	15,0	14,6	2,7	661,8	649,3	1,9
- Temps partiel (000)	7,2	6,4	12,5	308,5	303,9	1,5
Chômeurs et chômeuses (000)	2,4	2,5	-4,0	119,1	123,4	-3,5
Taux de chômage (%)	9,8	10,6		10,9	11,5	
Taux d'activité (%)	69,5	69,3		73,5	73,1	
Taux d'emploi (%)	62,7	61,9		65,5	64,7	
30 ANS ET PLUS						
Population de 30 ans et plus (000)	131,7	132,8	-0,8	4 769,8	4 709,4	1,3
Population active (000)	76,4	75,3	1,5	3 004,7	2 976,1	1,0
Emploi (000)	69,8	69,4	0,6	2 795,1	2 764,1	1,1
- Temps plein (000)	61,0	60,8	0,3	2 417,6	2 394,3	1,0
- Temps partiel (000)	8,7	8,6	1,2	377,5	369,8	2,1
Chômeurs et chômeuses (000)	6,7	5,9	13,6	209,6	212,0	-1,1
Taux de chômage (%)	8,8	7,8		7,0	7,1	
Taux d'activité (%)	58,0	56,7		63,0	63,2	
Taux d'emploi (%)	53,0	52,3		58,6	58,7	

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 4
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Secteurs d'activité[1]	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2006 (000)	2005 (000)	Variation %	Moyenne annuelle 2006 (000)	2005 (000)	Variation %
Secteur de la production de biens	**26,2**	**26,0**	**0,8**	**901,1**	**925,9**	**-2,7**
Agriculture	3,9	4,3	-9,3	65,1	60,8	7,1
Autres branches du secteur primaire	4,0	4,1	-2,4	38,8	38,4	1,0
Services publics	-	-	-	29,7	31,8	-6,6
Construction	3,7	4,2	-11,9	186,1	179,2	3,9
Fabrication	14,1	12,9	9,3	581,3	615,7	-5,6
Secteur des services	**65,7**	**64,4**	**2,0**	**2 864,4**	**2 791,4**	**2,6**
Commerce	13,5	14,6	-7,5	628,5	619,6	1,4
Transports, entreposage	5,8	5,2	11,5	167,2	164,4	1,7
Finance, assurances, immobilier et location	3,6	3,4	5,9	222,3	203,8	9,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,7	2,0	-15,0	241,7	224,1	7,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	2,4	-	-	139,8	130,6	7,0
Services d'enseignement	7,1	5,9	20,3	260,9	243,8	7,0
Soins de santé et assistance sociale	11,9	13,1	-9,2	454,1	444,7	2,1
Information, culture et loisirs	4,1	4,2	-2,4	160,4	167,9	-4,5
Hébergement et services de restauration	6,6	5,7	15,8	214,8	215,7	-0,4
Autres services	4,4	4,8	-8,3	159,1	161,1	-1,2
Administrations publiques	4,6	4,1	12,2	215,6	215,6	0,0
ENSEMBLE DES SECTEURS	**91,9**	**90,4**	**1,7**	**3 765,4**	**3 717,3**	**1,3**

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

1 Selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 5
EMPLOI SELON LE GENRE ET LE NIVEAU DE COMPÉTENCE
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Genre de compétence	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2006 (000)	2005 (000)	Variation %	Moyenne annuelle 2006 (000)	2005 (000)	Variation %
Gestion	5,8	6,1	-4,9	319,3	329,0	-2,9
Affaires, finance et administration	14,0	14,0	0,0	685,2	661,1	3,6
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	3,4	3,9	-12,8	263,9	254,5	3,7
Secteur de la santé	5,9	6,9	-14,5	242,3	240,6	0,7
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	6,8	7,2	-5,6	358,5	325,4	10,2
Arts, culture, sports et loisirs	2,3	1,6	43,8	125,6	133,6	-6,0
Vente et services	22,4	21,0	6,7	887,5	876,4	1,3
Métiers, transport et machinerie	17,5	17,6	-0,6	527,3	525,7	0,3
Prof. propres au secteur primaire	6,4	6,2	3,2	96,2	97,8	-1,6
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	7,4	5,9	25,4	259,7	273,3	-5,0
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	**91,9**	**90,4**	**1,7**	**3 765,4**	**3 717,3**	**1,3**
Niveau de compétence[1]						
Gestion	5,8	6,1	-4,9	319,3	329,0	-2,9
Professionnel	10,2	10,6	-3,8	668,3	650,5	2,7
Technique	32,0	32,8	-2,4	1 218,1	1 211,2	0,6
Intermédiaire	31,4	29,1	7,9	1 123,3	1 095,6	2,5
Élémentaire	12,6	11,7	7,7	436,4	431,0	1,3

- : Donnée non disponible.
Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.
1 Le niveau de compétence selon la Classification nationale des professions : gestion (expérience dans le domaine visé); professionnel (généralement diplôme universitaire); technique (généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel); intermédiaire (généralement diplôme secondaire général); élémentaire (généralement études secondaires non terminées).
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 6
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Secteurs d'activité[1]	Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2006 (000)	2005 (000)	Variation %
Secteur de la production de biens	**901,1**	**925,9**	**-2,7**
Agriculture	65,1	60,8	7,1
Foresterie et exploitation forestière	17,8	19,5	-8,7
Pêche, chasse et piégeage	2,6	2,1	23,8
Extraction minière	18,4	16,8	9,5
Services publics	29,7	31,8	-6,6
Construction	186,1	179,2	3,9
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	71,9	74,5	-3,5
Usines de textiles et de produits textiles	15,9	19,8	-19,7
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	33,3	36,2	-8,0
Fabrication de produits en bois	52,8	53,7	-1,7
Fabrication du papier	33,5	39,7	-15,6
Impression et activités connexes de soutien	28,3	33,8	-16,3
Fabrication de produits chimiques	31,1	32,2	-3,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	36,3	44,0	-17,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	17,2	18,7	-8,0
Première transformation des métaux	30,8	35,1	-12,3
Fabrication de produits métalliques	43,9	46,3	-5,2
Fabrication de machines	26,6	27,5	-3,3
Fabrication de produits informatiques et électroniques	23,9	25,3	-5,5
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	17,3	11,6	49,1
Fabrication de matériel de transport	54,9	51,5	6,6
Fabrication de meubles et de produits connexes	38,5	36,8	4,6
Activités diverses de fabrication[2]	25,1	29,0	-13,4
Secteur des services	**2 864,4**	**2 791,4**	**2,6**
Commerce de gros	142,6	140,8	1,3
Commerce de détail	485,9	478,8	1,5
Transport et entreposage	167,2	164,4	1,7
Finance	106,9	96,0	11,4
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	58,2	52,8	10,2
Services immobiliers	41,4	42,5	-2,6
Services de location et de location à bail	15,7	12,5	25,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	241,7	224,1	7,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	139,8	130,6	7,0
Services d'enseignement	260,9	243,8	7,0
Soins de santé et assistance sociale	454,1	444,7	2,1
Information, culture et loisirs	160,4	167,9	-4,5
Hébergement et restauration	214,8	215,7	-0,4
Autres services	159,1	161,2	-1,3
Administration fédérale (incluant la défense)	73,5	69,4	5,9
Administrations publiques provinciales et territoriales	72,0	85,6	-15,9
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autres	70,1	60,6	15,7
ENSEMBLE DES SECTEURS	**3 765,4**	**3 717,3**	**1,3**

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

1 Selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

2 L'industrie de la fabrication de produits du pétrole et du charbon est incluse dans cette industrie.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 7A
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI[1]
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Année 2006	Année 2005	Variation %	Taux de prestation[2] Année 2006
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	14 768	14 253	3,6	22,5
Bas-Saint-Laurent	**15 184**	**14 750**	**2,9**	**11,2**
Capitale-Nationale	21 213	21 947	-3,3	4,8
Chaudière-Appalaches	16 283	16 770	-2,9	6,2
Estrie	12 271	12 689	-3,3	6,4
Montérégie	40 045	39 770	0,7	4,6
Montréal	45 099	46 976	-4,0	3,6
Laval	8 848	9 155	-3,4	3,8
Lanaudière	16 383	15 810	3,6	6,2
Laurentides	19 889	19 449	2,3	6,3
Outaouais	8 964	9 501	-5,7	4,1
Abitibi-Témiscamingue	9 352	9 451	-1,0	9,4
Mauricie	13 509	13 538	-0,2	7,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	18 757	19 123	-1,9	9,7
Côte-Nord	8 515	8 834	-3,6	12,4
Nord-du-Québec	2 120	2 062	2,8	8,4
Centre-du-Québec	10 788	10 957	-1,5	7,3
ZME[3] de Montréal	95 374	97 022	-1,7	4,1
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**281 988**	**285 032**	**-1,1**	**5,7**

1 Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

2 Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

3 La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Tableau 7B
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI[1]
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Année 2006	Année 2005	Variation %	Taux de prestation[2] Année 2006
La Pocatière	1 343	1 251	7,4	9,0
Cabano	2 000	1 803	10,9	13,4
Rivière-du-Loup	1 968	1 913	2,9	9,1
Trois-Pistoles	813	801	1,5	12,8
Rimouski-Neigette	3 268	3 336	-2,0	8,9
Mont-Joli	1 389	1 391	-0,1	11,2
Matane	2 287	2 245	1,9	14,8
Amqui	2 116	2 012	5,2	16,2
Bas-Saint-Laurent	**15 184**	**14 750**	**2,9**	**11,2**
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**281 988**	**285 032**	**-1,1**	**5,7**

1 Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.
2 Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).
Source : Ressources humaines et Développement social Canada.

Tableau 8A
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI[1]
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Année[4] 2006	Année[4] 2005	Variation %	Taux de prestation[2] Année[4] 2006
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 692	2 743	-1,9	4,1
Bas-Saint-Laurent	**3 472**	**3 592**	**-3,3**	**2,6**
Capitale-Nationale	10 159	10 696	-5,0	2,3
Chaudière-Appalaches	3 819	3 947	-3,2	1,5
Estrie	5 806	5 821	-0,3	3,0
Centre-du-Québec	4 428	4 332	2,2	3,0
Montérégie	18 323	18 826	-2,7	2,1
Montréal	61 074	64 153	-4,8	4,9
Laval	4 047	4 001	1,1	1,7
Lanaudière	6 420	6 448	-0,4	2,4
Laurentides	7 229	7 345	-1,6	2,3
Outaouais	6 680	6 847	-2,4	3,0
Abitibi-Témiscamingue	2 983	3 050	-2,2	3,0
Mauricie	7 462	7 756	-3,8	4,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5 968	6 331	-5,7	3,1
Côte-Nord	1 528	1 572	-2,8	2,2
Nord-du-Québec	592	587	0,9	2,4
ZME[3] de Montréal	79 866	82 959	-3,7	3,4
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**152 688**	**157 805**	**-3,2**	**3,1**

1 Adultes sans contraintes à l'emploi.
2 Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).
3 La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.
4 Les données annuelles sont la moyenne des douze mois allant de novembre de l'année précédente à octobre de l'année concernée
Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Tableau 8B
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI[1]
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Année[3] 2006	Année[3] 2005	Variation %	Taux de prestation[2] Année[3] 2006
La Pocatière	260	271	-4,1	1,8
Cabano	352	361	-2,5	2,4
Rivière-du-Loup	398	408	-2,5	1,8
Trois-Pistoles	150	149	0,7	2,4
Rimouski-Neigette	836	869	-3,8	2,3
Mont-Joli	464	447	3,8	3,7
Matane	534	603	-11,4	3,5
Amqui	479	484	-1,0	3,7
Centres spécialisés				
Bas-Saint-Laurent	**3 472**	**3 592**	**-3,3**	**2,6**
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**152 688**	**157 805**	**-3,2**	**3,1**

1 Adultes sans contraintes à l'emploi.
2 Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).
3 Les données annuelles sont la moyenne des douze mois allant de novembre de l'année précédente à octobre de l'année concernée
Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Annexe

Liste des centres locaux d'emploi (CLE)
Bas-Saint-Laurent

La Pocatière
161, Route 230 Ouest, local 600
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
418 856-2752
1 800 567-3036

Cabano
4, Rue de la Gare
Cabano (Québec) G0L 1E0
418 854-2544
1 800 463-4709

Rivière-du-Loup
385A, rue Lafontaine
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3B5
418 862-7236
1 800 567-1709

Trois-Pistoles
634, rue Richard
Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0
418 851-1432

Rimouski-Neigette
337, rue Moreault, 1er étage
Rimouski (Québec) G5L 1P4
418 727-3661
1 800 463-0728

Mont-Joli
42, avenue Doucet, 1er étage
Mont-Joli (Québec) G5H 1R4
418 775-7246

Matane
750, avenue du Phare Ouest, bureau 205
Matane (Québec) G4W 3W8
418 562-0893

Amqui
49, boul. Saint-Benoît Est
Amqui (Québec) G5J 2B8
418 629-2225